

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 27 NOVEMBRE 1969
N° 431, 1,50 F



**les croquants
se révoltent**

Sommaire

Luttes ouvrières : le désordre établi du patronat.

4-5. Manœuvres d'automne.
Jacques Ferlus

6-7. Une proie pour l'impérialisme américain.
A.-M. Lefranc

8-9. Concorde vole bas.
Henri Guillaume

Luttes agricoles : les croquants se révoltent

11-12. Mauvaise moisson pour l'agriculture.
Jacques Daumesnil

13. Fascisme ou révolution ?
François Moreau

14. Jacquou n'est pas mort.
Denyse Franck

Luttes internationales : Géographie politique de l'Italie.

16. Au bout du mai rampant.
Pierre Gautier

17-18. Un grand parti de masse de type nouveau.
Jean-Marie Vincent

Luttes universitaires

24. La chasse aux sorcières.
Robert Chapuis

Luttes culturelles

21. Travailler fatigue.
Michèle Descolonges

22. Les fables de M. Marcellin.
François Maspèrc

Politique intérieure

10. Une démocratie qui s'épuise.
Gérard Féran

SKI ET CULTURE

● MEIJE 2000 - Séjour jeune Fin décembre à fin avril. (Réservé aux bons skieurs.)	} Une semaine 160 F Haute saison 196 F Paris/Paris 320 F
● SUP DEVOLUY Début janvier à début avril.	
● TCHECOSLOVAQUIE - Hauts Tatras.	} ● TIGNES 12 jours Noël 384 F Paris/Paris 504 F
Noël (12 jours) 760 F	
Mardi Gras (7 jours) 680 F	} ● Séjours vacances scolaires : Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes, Méribel-les-Allues, Sestrière.
Fin février (10 jours) 720 F	
Pâques (15 jours) 820 F	

Renseignements et inscriptions : DECOUVERTE ET CULTURE
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6^e

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Arthur Rubinstein:
L'Amour de la vie
(fr.)

En bref

- ASSEMBLEE GENERALE DES JEUNES TRAVAILLEURS DE LA REGION PARISIENNE
Lundi 1^{er} décembre à 20 heures, 81, rue Mademoiselle

Opération Cartes de vœux

Devant l'immense succès rencontré par l'opération, cartes de vœux, nous avons décidé d'en faire imprimer une quantité largement suffisante pour répondre à toutes les demandes.

Voir « bon de commande » dans T.S. n° 429 du 13 novembre.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
29.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

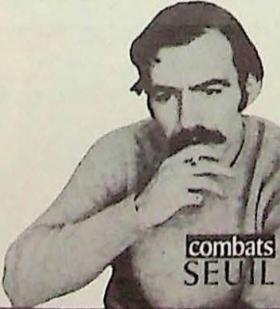
Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

COLLECTION
combats
dirigée par Claude Durand

2 documents sur la dictature en Grèce

<p>PÉRICLÈS KOROVESSIS</p> <p>LA FILIÈRE TEMOIGNAGE SUR LES TORTURES EN GRÈCE</p>  <p>combats SEUIL</p> <p>Trad. du grec par Marc Villers Un volume 128 pages, 12 F</p>	<p>ATHÈNES-PRESSE LIBRE</p> <p>LE LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRÈCE</p> <p>combats SEUIL</p> <p>Un volume 208 pages, 15 F</p>
---	--

SEUIL

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADemoisELLE, PARIS-15^e

Le Janus gouvernemental

Jacques Kergoat

Le 14 novembre, M. Marcellin fait arrêter préventivement 150 militants anti-impérialistes, sous des prétextes si ténus que les magistrats eux-mêmes en sont gênés. Le lendemain, il organise le ratissage généralisé des manifestants, en usant d'un dispositif policier que nous n'avions plus revu depuis mai 68. Les manifestations du 15 ont ainsi un impact qu'elles n'auraient sans doute pas atteint si M. Marcellin avait laissé se dérouler les cortèges. Il paraît loisible de penser que M. Marcellin n'est pas très intelligent.

Quelques jours plus tard, trois dirigeants paysans de Loire-Atlantique, coupables d'avoir « escorté » le ministre Guichard et d'avoir sollicité quelques réponses à leurs questions, sont arrêtés et condamnés à deux mois de prison ferme. Se reforme immédiatement le front ouvriers-paysans-étudiants, et de puissantes manifestations sont annoncées. Ce gouvernement est vraiment trop bête.

Le 19 enfin, une grève est prévue à l'E.D.F. : traditionnelle grève de 24 heures, que la C.G.T. est seule à organiser, et dont la préparation ne suscite pas une très grande mobilisation. Mais M. Marcellin fait donner ses C.R.S. et — à la demande de la direction générale de l'E.D.F., il est vrai, mais enfin... — à grand renfort de bulldozer et de chalumeau, expulse les grévistes qui occupaient les locaux. Immédiatement, des milliers d'agents E.D.F. non grévistes débrayent et c'est l'appel unitaire C.G.T.-C.F.D.T. aux journées de grève des 25 et 26 novembre. La stupidité de ce pouvoir est donc sans bornes. Et le journal « Combat » titre : « Les gaffes ». S'agit-il bien de « gaffes » ? Car cela fait tout de même beaucoup de bêtises en une semaine, et ces bêtises ont entre elles une forte cohérence politique.

Un accouchement

Que s'est-il donc passé ? M. Marcellin n'est pas pour autant devenu fasciste au sens précis de ce terme. M. Pompidou n'a pas renoncé à sa « renaissance », ni Chaban-Delmas à sa nouvelle société. Mais l'accouchement en est difficile, et de ce fait deux manières de voir les choses coexistent au sein de la majorité. Les uns voudraient aller vite, mais en douceur, sur la voie de la rationalisation et de la modernisation capitalistes de l'économie française. Ils

veulent qu'on oublie au plus vite les affres de mai 1968 et que chaque Français se convainque des bienfaits de la religion du profit. Seulement, voilà, le veau d'or marche sur les pieds de bien des gens. Le prestidigitateur Chalandon (l'inventeur de l'urbanisme de l'an 2000) ne peut tout de même pas persuader les mal-logés qu'ils vivent dans des palais. Duhamel qui ne croit qu'à la grande agriculture capitaliste n'arrivera pas à convaincre les paysans en voie de prolétarianisation que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Guichard qui est en train de créer le plus beau des chaos dans l'Education nationale ne peut s'attendre à faire des étudiants des moutons bien obéissants. Et ainsi de suite, pour les fonctionnaires, les ouvriers, les petits commerçants, etc. Bien sûr, tous ces mécontentements ne peuvent simplement s'additionner. Il manque encore la direction socialiste, conséquente et cohérente, qui pourrait mener une offensive systématique contre les cyniques de la V^e.

Tout de même, ça bouge un peu de trop. Aussi, les hommes du pouvoir ont-ils besoin de se rassurer en faisant donner les forces dites de l'ordre. On veut bien être moderne, concéder un petit zeste d'objectivité à l'O.R.T.F. pour la rendre plus consommable, mais on ne veut pas être dérangé dans ses habitudes de grand capitaine d'industrie ou de timonier au regard fixé sur la « nouvelle société » de l'abondance, du profit. Cynisme et peur, voilà deux ingrédients dont on ne se passera guère ces temps-ci.

Voilà pourquoi, en haut lieu, on apprécie fort les démonstrations de fermeté, les attitudes martiales en même temps que les grandes manœuvres antigauchistes sans se soucier de la « légalité ». Il reste qu'il faut être prudent, alors on dose, on dose, quelquefois en triplant dose et son antidote après. L'essentiel, c'est évidemment de rester en place. Les grandes pensées du règne ne sont finalement que des idées fixes.

Dans une telle situation, ce n'est pas une grande force d'opposition tranquille qu'il faut pour déranger cette « bonne société ». La répression et la course au profit ne se combattent pas avec des lamentations et des pétitions, avec les armes de la sardine contre celles du requin. C'est par la coordination des actions, la mise au point de mots d'ordre anticapitalistes, la lutte la plus résolue contre la répression policière

et l'opium idéologique de la « nouvelle société » qu'on pourra user le pouvoir et mettre en crise son hégémonie. Il faut être conscient que la violence du pouvoir n'est pas une aberration momentanée, mais qu'elle est une donnée permanente qui peut encore s'amplifier. C'est seulement en s'organisant, en se préparant par anticipation à son déchaînement qu'on peut la rendre inopérante et par là même empêcher une nouvelle stabilisation du régime bourgeois.

Les deux faces d'une politique

Notre rôle, le rôle des forces révolutionnaires, n'est certes pas d'établir les conditions d'un nouvel équilibre. Il ne peut être, au contraire, que d'utiliser chaque contradiction du régime pour dresser contre lui, unies dans un même combat, les forces de la classe ouvrière et de ses alliés.

Mais notre erreur serait de croire que les aspects apparemment divergents de la politique du pouvoir sont annonciateurs d'une très prochaine crise de régime. Chaban-Delmas était peut-être réticent sur la répression policière de la manifestation pour le Vietnam. Mais il a couvert Marcellin. Celui-ci a, certes, fait arrêter les trois dirigeants paysans de Loire-Atlantique. Mais il a été obligé d'accepter que la prison ferme se transforme en sursis. Et pendant que les nouveaux technocrates du gaullisme pleurent sur les difficultés de ce qu'ils appellent « la politique », Chaban-Delmas fait gravement la synthèse : « Le gouvernement assurera le maintien de l'ordre. Car celui-ci doit permettre le dialogue, et non pas l'interrompre. » Là est la réalité : il n'y a pas de « gaffes ». Il n'y a pas de « fascisation du régime ». Il n'y a pas non plus la « politique Marcellin » opposée à la « politique Chaban ». Il y a les deux faces d'une même politique, celle d'un pouvoir incertain qui n'a pas su trouver son centre de gravité. Le pouvoir n'a nullement renoncé à donner au capitalisme actuel un nouveau souffle, par l'intégration de la classe ouvrière et par la rationalisation du profit. Mais, pendant toute une période, la mise en place de ses grands desseins ne pourra se passer de la répression. Les militants doivent le savoir, car, à l'instar des grévistes de l'E.D.F., ils verront sans doute apparaître souvent, dans les mois qui viennent, un bulldozer nommé concertation. □

La presse régionale remplit chaque jour des pages avec les conflits du travail. Pourquoi le mouvement s'étend-il? Ces grèves ont-elles des aspects communs? Quelle est l'attitude des patrons? Notre collaborateur Jacques Ferlus tente ici un bilan. Les articles qui suivent détaillent la signification de deux mouvements majeurs : celui de la S.N.E.C.M.A. et celui du C.E.A.

patronat :
le désordre établi

e5

série économique et sociale

Manœuvres d'automne

Jacques Frelus

Deux grèves auront dominé la deuxième quinzaine de novembre. D'abord celle de l'E.D.F. qui, commencée uniquement à l'appel de la C.G.T., s'est ensuite poursuivie, la semaine suivante, dans un accord C.G.T.-C.F.D.T. On connaît l'importance de chacun des conflits à l'E.D.F. Car les électriciens détiennent le pouvoir de paralyser l'économie du pays et ils savent en user avec discernement.

L'autre conflit est celui du C.E.A. Le mot d'ordre de grève de 24 heures du 17 novembre a été largement suivi et s'est généralement poursuivi le lendemain. Dans certains centres, Pierrelate en particulier, la grève a duré toute la semaine. C'est donc sous de bons auspices que s'annonçait le nouvel arrêt général du 24 novembre.

Il faut signaler aussi le mouvement des 45.000 agents du Trésor qui poursuivent une grève administrative dont la conséquence directe est le non-encaissement des impôts.

A travers ces conflits l'Etat-patron fait une lamentable démonstration de son incapacité à régler les problèmes posés par les travailleurs. M. Chaban-Delmas n'a pu que confirmer les 2.600 licenciements du C.E.A. La direction de l'E.D.F. a fait appel à la police pour tenter de faire tourner ses usines.

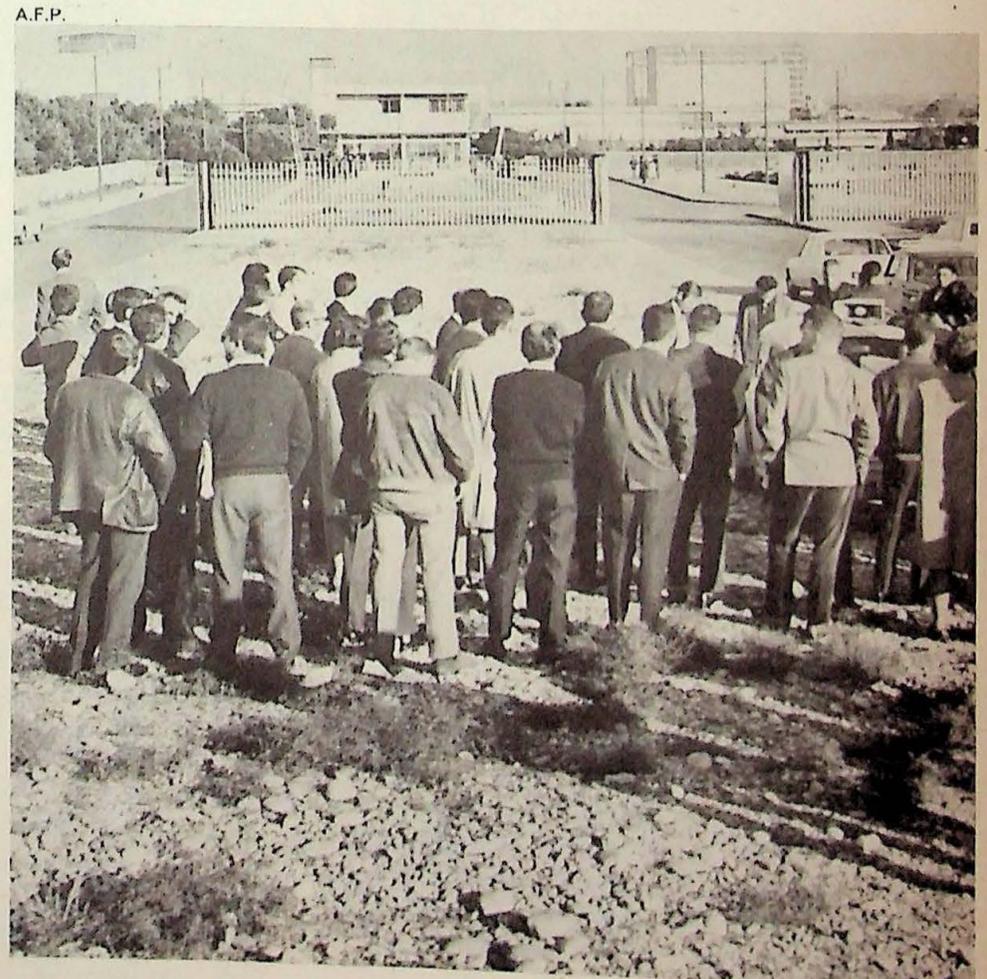
Force est bien de constater que les seuls moyens mis en œuvre par le gouvernement pour redresser le pays sont les discours et les policiers. Il parviendra au mieux à faire

régner l'ordre tel qu'il l'entend. Mais ce mot n'est pas synonyme de prospérité, ni de bien-être. Dans ces conditions il est douteux que les travailleurs se laissent prendre au piège.

La grève de la S.N.C.F. en septembre dernier n'avait pas été impopulaire, ou assez peu, chez les usagers. Celle de l'E.D.F. est généralement encore mieux acceptée. Il faut dire que les familles de

condition modeste sont de plus en plus favorables à tous les mouvements qui pourraient contribuer à les faire sortir de l'ornière dans laquelle elles se trouvent.

Il faut dire aussi que dans la grande majorité des entreprises privées il y a des conflits qui couvent et qui, peu à peu, éclatent. Au moins une centaine de mille de travailleurs ont été en grève la semaine dernière et y sont encore



A.F.P.



A.F.P.

cette semaine. Citons en vrac : les Fours à eau chaude de Duigny, les caisses de mutualité agricole, les Hauts Fourneaux de Longwy, Wendel Sidelor à Hayange, Cockeril à Rehon, Bréguet-Dassault à Anglet, Dassault région parisienne, Alsthom à Tarbes, les quatre raffineries Elf, la S.N.A.V. à Vénissieux, Usinor à Dunkerque, les employés du P.M.U., St-Etienne : Manufrance, les bennes Marrel, les Forges de la Loire, la C.E.M.S.E. ; le département réservation à Air-France, les dockers de tous les ports de France et particulièrement ceux du Havre, la Thomson-C.S.F. de Brest... Et la liste s'allonge chaque jour davantage.

Des objectifs mobilisateurs

Ces grèves présentent dans la majorité des cas des caractéristiques communes qu'il convient de relever.

Elles sont longues : une semaine et souvent quinze jours. Dans les entreprises touchées on constate qu'il y a un grand nombre de bas salaires. Si les travailleurs arrivent à prendre l'ultime décision d'arrêter le travail, c'est donc qu'ils ont usé toutes les ressources de la soi-disant politique de « concertation » avec le patronat. Pour ces salariés seule l'épreuve de force est porteuse d'espérance.

Ces grèves sont également très largement suivies : 80 à 90 % du personnel. Ces chiffres sont éloquentes et ils sont généralement plus forts que ceux relevés dans les mêmes endroits en Mai 68. Dans la plupart des cas, au moins pendant les premiers jours, il y a occupation de l'usine. Le patronat serait prêt à faire intervenir la police, mais les grévistes laissent entrer

ceux qui désirent travailler, et qui sont chaque jour moins nombreux, cela paraît difficile à argumenter.

On doit relever aussi l'unanimité des objectifs de ces conflits : les salaires et particulièrement ceux qui sont les plus bas, les conditions de travail, la liberté syndicale et la lutte contre la répression. Nous résumons ici en termes généraux, mais il est à remarquer combien ces grèves sont enracinées dans le concret : la réintégration d'un ingénieur (Usinor Dunkerque), pas de salaires de moins de 700 F (Manufrance), les licenciements de huit délégués C.G.T. (Alsthom Tarbes), la création d'un comité d'établissement (C.S.F. Brest). Ces objectifs sont mobilisateurs pour la masse des travailleurs, c'est bien là l'essentiel. Le débat sur qui de la base ou des syndicats décide de la grève n'est plus d'actualité. Si les responsables syndicaux à la base avaient un virage à prendre, constatons qu'ils l'ont en général pris et que dans la presque totalité des situations il font la démonstration de leur grande maturité et de leur compétence dans la conduite des luttes.

Un patronat démuni

Ces milliers de travailleurs en lutte ont une telle détermination que le patronat s'épuise à vouloir les intimider. Plus de la moitié des 2.200 grévistes de Manufrance a reçu une lettre de licenciement. Cela n'a fait qu'augmenter la combativité de tous les autres.

Il est vrai que les chefs d'entreprises ne sont pas particulièrement habiles pour résoudre de tels problèmes. Depuis des années ils font confiance au C.N.P.F. qui discute à leur place les questions impor-

patronat : le désordre établi

tantes avec les salariés. Et lorsque les affaires se compliquent un peu, le C.N.P.F. passe le dossier au gouvernement.

Or voilà que les salariés remettent tout en question en décidant de régler leurs affaires à la base, sur les lieux du travail. La belle machine du patronat est réduite à l'impuissance, car à ce niveau il ne dispose pas de gens compétents. L'actuel conflit des dockers en est une remarquable illustration. L'organisation patronale est incapable de négocier ; de ce fait certains patrons, les plus petits bien sûr, menacent de quitter leur syndicat. Du côté des salariés par contre on trouve dans toutes les usines des hommes qui connaissent bien leurs dossiers et qui savent mener les affaires. De quel côté est le désordre ?

Cela montre bien que ceux qui, dans les syndicats ouvriers, défendent contre vents et marées la politique contractuelle se trompent. Consciemment ou non ils font le jeu du patronat et du pouvoir qui veulent réduire le syndicalisme à un rouage du système capitaliste. De plus ils sont en contradiction avec la volonté des travailleurs qui manifestent chaque jour davantage leur intention de poser les problèmes en termes de lutte.

Les grèves actuelles sont certainement annonciatrices d'affrontements nécessairement de plus grande envergure, si la combativité ne doit pas s'éteindre. □

A.F.P.



patronat : le désordre établi



Agip

Une proie pour l'impérialisme américain

Anne-Marie Lefranc

Moins de vingt-cinq ans après la création du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) on annonce le licenciement de 2.600 de ses travailleurs. D'autres suivront, inévitablement. Les techniques mises au point pour la construction de centrales produisant de l'électricité sont abandonnées au profit des techniques américaines. Les autres secteurs de la recherche n'ont pas de programme pour l'avenir. En somme, on fait soudainement découvrir à l'opinion publique que l'on n'a plus besoin du C.E.A. et que ce qu'il a fait jusqu'ici est sans aucune utilité pour l'ensemble du pays.

Devant un échec aussi complet, une faillite aussi totale, le gouvernement cherche de multiples explications pour essayer de dissimuler

qu'il s'agit d'une conséquence normale du système capitaliste.

Que le C.E.A. ait grandi trop vite parce que, à partir de 1958, le général de Gaulle a voulu accélérer la force de frappe, c'est certain. Pendant des années les crédits ont été accordés sans réserve, les recrutements multipliés sans discernement et sans qu'une politique du personnel soit définie. Mais les responsables sont toujours au gouvernement tel M. Robert Galley qui embaucha sans discernement lorsqu'il dirigeait la construction de Pierrelatte (où l'on parle aujourd'hui de 500 licenciements).

Que des erreurs considérables aient été faites par des dirigeants beaucoup plus soucieux d'étaler leur docilité que de définir et d'appliquer une politique réfléchie, c'est

incontestable. Mais ce ne sont pas ces dirigeants qui sont licenciés.

Tout cela est vrai, et bien d'autres choses encore, que l'on invoque aujourd'hui pour justifier la décision gouvernementale. Mais cela n'explique rien, ne justifie rien. Car, en fait, la crise du C.E.A. est l'aboutissement normal de son fonctionnement en régime capitaliste.

La bombe faite, on liquide

Au fil des années le C.E.A. s'est vu confier quatre séries de missions :

- La mise au point des armes (bombes, propulsion des sous-marins). L'ordonnance de 1945 (créant le C.E.A.) ne la prévoyait pas expressément, mais l'autorisait. En fait, déjà sous Frédéric Joliot-Curie, premier Haut-Commissaire du C.E.A., les activités militaires ont été mises peu à peu en place, avant d'être officiellement acceptées par le gouvernement en 1956.

Aujourd'hui les recherches militaires se terminent. Il est probable que, de toute façon, les crédits diminueront très sensiblement dans deux ans, et qu'il faudra encore licencier des travailleurs. Ils sont pour la plupart bien plus victimes d'un système d'exploitation dont ils ne comprennent pas les mécanismes, que responsables d'une activité que nous réprouvons. Ce n'est pas parce qu'ils s'occupent de produire les instruments de la force de frappe qu'il faut se désintéresser du sort qui les attend.

- La recherche fondamentale : c'était, à l'origine, l'une des fonctions essentielles du Commissariat. Peu à peu, elle est devenue l'alibi de ses activités militaires. Pour beaucoup de beaux esprits, l'importance des crédits accordés à la recherche compensait le caractère nuisible et improductif des applications militaires.

Seulement l'importance de la recherche reste liée aux activités militaires : non point par une quelconque logique, mais parce que le gouvernement a toujours maintenu une étroite corrélation entre crédits civils et crédits militaires pour ne pas faire apparaître un effort pour la bombe beaucoup plus important que celui qui était consacré à la recherche. Le jour où les crédits militaires diminueront, ceux de la recherche tomberont de la même façon (350 licenciements de chercheurs sont déjà annoncés). Là encore, le C.E.A. devait, de toute façon, disparaître.

- La production de matières nucléaires (uranium, plutonium). Jusqu'ici, une politique ambitieuse avait été menée par le gaullisme pour réussir sur le marché de l'uranium ce que l'on n'avait pas pu faire pour le pétrole : non seulement ne pas dépendre de l'étranger pour l'approvisionnement intérieur, mais encore pouvoir intervenir sur le marché mondial pour contribuer à la fixation des prix.

Quand le secteur public devient rentable...

Les « héritiers » ont abandonné ce projet : il faut maintenant produire au meilleur coût, parce que les entreprises entendent payer le moins possible d'impôts. Voilà pourquoi on licencie des travailleurs recrutés en vue d'une politique à long terme beaucoup plus large, et qu'il faudra réembaucher dans quelques années, lorsque le marché des matières nucléaires s'agrandira.

Mais, en toute hypothèse (que Pompidou ait poursuivi ou non la politique de De Gaulle), là encore, ce n'est pas le C.E.A. qui aurait bénéficié de ses investissements : les privés lui ont laissé faire les énormes travaux de prospection dont on ne savait pas s'ils aboutiraient. Aujourd'hui encore, ils le laissent diriger les opérations d'extraction et de transformation, parce que l'on est actuellement dans un « marché d'acheteurs », où l'offre est supérieure à la demande, et où l'exploitation est encore peu rentable, si ce n'est déficitaire.

Mais les industries privées font déjà partie des sociétés qui extraient, raffinent et commercialisent les minerais. Le C.E.A. n'a aucun monopole sur les minerais : il ne l'a eu que pour financer la prospection ! La plus grande partie des mines situées en France sont exploitées par la C.F.M.U. (Cie française des minerais d'uranium) qui est formée du C.E.A., mais aussi de Péchiney et de Kulhmann, appuyés par la Banque Rothschild. Les mêmes associés exploitent, sous le nom d'U.R.B.A., les minerais de République centrafricaine, au Niger, c'est la SOMAIR (Société des mines de l'Aïr) qui regroupe les mêmes, plus Mokta. Récemment, une sorte de holding a été créée pour l'exportation du minerai : c'est URANEX, où l'on retrouve les mêmes intérêts. On peut parier que, quand le marché sera favorable et que l'on pourra faire des profits, le C.E.A. sera exclu de l'affaire. Celle-ci tombera entre les mains des grands requins qui pour l'instant se bornent à être dans la place pour surveiller la situation. Dans ce domaine aussi le C.E.A. est condamné à disparaître. C'est d'ailleurs ce qu'il fait quand il ferme l'usine du Bouchet (exclusivement C.E.A., 370 licenciés) au profit de l'usine de Malvesi qui, elle, est exploitée, en régie, par un groupe privé.

- La recherche appliquée et, en particulier, la mise au point de centrales pour la production d'électricité. Le schéma était ici le même que pour les matières nucléaires : pour toutes les recherches onéreuses, sans bénéfices immédiats et comportant d'énormes risques, c'est à l'Etat (c'est-à-dire à tous les contribuables) que le capitalisme a demandé de faire l'effort nécessaire. Mais dès que la technique est au point, dès que d'énormes profits sont en perspective, le sec-

teur privé reprend l'affaire, sans bien sûr rembourser quoi que ce soit des investissements de l'Etat, et en liquidant les travailleurs qui ont permis de réaliser les prototypes. Comme pour la S.N.C.F., les P.T.T., les autoroutes, l'aéronautique, etc., les capitalistes démantèlent le secteur public en invoquant son manque de rentabilité ; mais avec une incroyable impudence, ils se gardent de mentionner que s'ils avaient jusque-là amené l'Etat à prendre en charge ces activités, c'est précisément parce qu'elles n'étaient pas « rentables ».

C'est ce qui aurait dû se passer ici : le C.E.A. devait mettre au point les prototypes, puis laisser la direction des opérations à E.D.F. qui aurait passé des contrats avec des firmes privées héritières des techniques du C.E.A. (la « filière » uranium naturel - graphite - gaz). Et les chercheurs du C.E.A. auraient, de toute façon, été licenciés.

Le détonateur de Saclay

Jusqu'au combat commencé le 27 octobre par la grève de la faim des cinq techniciens de Saclay, le C.E.A. était mal connu des autres travailleurs. Mal connu et peu aimé : le C.E.A., pour la majorité des travailleurs français, c'était la bombe.

Grâce à l'action courageuse des cinq grévistes de la faim, grâce à la grève des 17 et 18 novembre et à la grande manifestation des Invalides, la situation a changé. Les autres travailleurs commencent à comprendre les problèmes de ceux du C.E.A. Ils y retrouvent l'écho de leur propre affrontement avec le régime. Sur les marchés, les ménagères acceptent les tracts et proposent de l'argent pour aider les grévistes. Sur une ligne de banlieue, tel cheminot découvre que le combat des travailleurs du C.E.A. est le sien : la lutte contre la liquidation du secteur nationalisé au profit des trusts privés. Bien d'autres exemples pourraient être cités de cette nouvelle solidarité ouvrière.

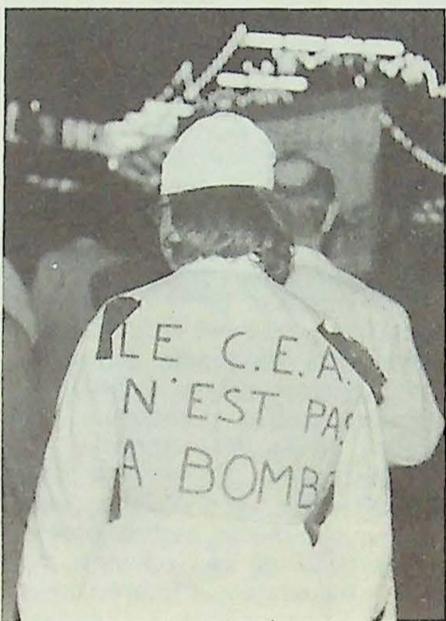
Elle prouve que notre combat n'est pas catégoriel. Que les autres travailleurs ont compris que ce que nous mettons en cause, ce n'est pas seulement la recherche scientifique, ou la liquidation du secteur nationalisé, mais tout le système capitaliste. Peu importe que sa « maison-mère » soit à Washington ou, à Paris, c'est ce système qu'il faut abattre.

Nous avons eu notre « détonateur » : la courageuse grève de la faim (27 octobre - 14 novembre) de nos cinq camarades : Serge Boisliveau, Bernard Gonel, René Mouhot, Hervé Nifeneker, François de la Piazza. Cinq noms à retenir. La relève, maintenant, doit être assurée par le mouvement de masse.

Quand les pétroliers font la loi

Pour le gouvernement, deux éléments imprévisibles ont fait échouer ce scénario : alors que le V^e Plan était fondé sur l'idée que le prix du mazout continuerait d'augmenter légèrement de 1965 à 1970, et rejoindrait ainsi, en fin de période, le prix de l'énergie nucléaire, les pétroliers ont, en 1968, baissé leur prix de 40 %, si bien que l'électricité nucléaire devient beaucoup plus chère que celle fournie par le mazout, et que, si l'on s'en tenait à des considérations de rentabilité, il ne faudrait pas construire du tout de centrales nucléaires.

Or, on ne fera croire à personne que la prospection, l'extraction, le transport ou la commercialisation



Agip

du pétrole coûtent moins cher en 1970 qu'en 1965 : simplement, la baisse est due à la stratégie actuelle des producteurs de pétrole (qui ont eu peur, entre autres, de la concurrence du nucléaire). Ainsi est-il démontré qu'une planification par l'Etat est impossible tant que des secteurs importants de l'économie restent aux mains d'énormes groupes privés.

Quand Westinghouse décide à Matignon

Et puis surtout, le capitalisme français sclérosé, fossilisé, habitué à des marchés avec l'Etat (et surtout avec les Armées), où celui-ci supporte les pertes éventuelles, n'a pas pu se mesurer avec les énormes trusts étrangers. Mettre au point et exploiter les techniques françaises, cela comportait des risques ; il fallait se battre, prendre des res-

ponsabilités pour un profit aléatoire. Nos industriels ont préféré se vendre à Westinghouse, l'un des plus grands empires industriels internationaux, qui se partage avec General Electric le marché mondial des centrales nucléaires. Pour dissimuler l'opération, on se lance dans des comparaisons techniques entre « filières » et on essaye d'expliquer que l'américaine vaut mieux que la française. En fait, si les centrales d'E.D.F. ont effectivement eu des pannes techniques, celles construites selon la technique Westinghouse en ont eu au moins d'aussi graves : c'est notamment le cas de la centrale franco-belge de Chooz, en panne depuis 18 mois, et que l'on a montré à la Télévision française pour illustrer les vertus de Westinghouse ! Quant aux comparaisons économiques, elles sont rigoureusement impossibles pour la simple raison qu'aucune centrale nucléaire au monde n'a fonctionné sans panne assez longtemps pour fonder des calculs de rentabilité sérieux.

De toute façon, ces querelles sont byzantines. Si on parle uniquement prix du kilowatt-heure, il ne faut pas construire de centrales nucléaires du tout. Donc, si le gouvernement annonce que l'on en construira de 3 à 6 dans le cours du VI^e Plan, c'est que les considérations économiques ne sont pas déterminantes, et que le seul objectif est de permettre à Westinghouse de faire des bénéfices : c'est pour cela que le gouvernement a choisi la « filière » dite « américaine ».

Quant au C.E.A., le gouvernement annonce, sans le moindre souci de cohérence, qu'il continuera à faire des études sur les réacteurs à uranium naturel. Mais puisqu'il confirme que, durant le VI^e Plan, on ne construira que des réacteurs à uranium enrichi, de type américain, c'est qu'il estime le C.E.A. tout juste bon à étudier des tech-

Agip



niques que l'on n'a, dès le départ, pas l'intention d'utiliser.

Le C.E.A. devra aussi poursuivre les recherches sur les réacteurs à neutrons rapides (ceux qui seront utilisés plus tard, vers 1980-1985). A la lumière du présent, l'avenir est prévisible : lorsque le C.E.A. aura abouti dans ces études (pour lesquelles il est mondialement dans le peloton de tête), à qui en confiera-t-on la réalisation industrielle ? A Westinghouse, qui sera la seule entreprise, en France, capable de le faire. Si bien que, dès aujourd'hui, chaque centime affecté aux recherches faites par le C.E.A. sur les réacteurs rapides est uniquement destiné à accroître les dividendes des actionnaires de Westinghouse.

L'opération était préparée de longue date. Si elle intervient seulement aujourd'hui, c'est qu'elle s'est longtemps heurtée au nationalisme des gaullistes « orthodoxes » et, au premier chef, du Général lui-même : il aurait bien voulu liquider le C.E.A., mais au seul profit de l'industrie française. Les hommes qui l'ont renversé, et qui sont aujourd'hui au pouvoir, peuvent maintenant pratiquer au grand jour la politique « d'ouverture internationale » qu'ils n'arrivaient pas à imposer au Général et pour laquelle ils l'ont renversé. Nous ne sommes pas seuls à le dire : la revue américaine spécialisée dans l'atome, « Nucleonics Week » titrait le 25 septembre : « De Gaulle sort de scène, Westinghouse rentre, conduit par Louis Armand » !

C'est maintenant Westinghouse qui décide de la politique électronucléaire de la France. En fonction de quoi 2.600 travailleurs du C.E.A. seront licenciés. Et tous les travailleurs français seront, par politique nucléaire interposée, les victimes de l'impérialisme américain. □

Qui est M. Louis Armand

Le Journal télévisé a cru devoir faire appel à M. Louis Armand, présenté en tant que membre de l'Académie française, pour commenter, le 14 novembre, la décision gouvernementale en matière de centrales nucléaires. Les organisations syndicales du C.E.A. publient la mise au point suivante :

« Les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.C., C.G.T., C.G.T.-F.O. et S.P.A.E.N., responsables du mouvement qui se développe au C.E.A. actuellement, font remarquer que M. Louis Armand a fait partie de la Commission française de l'énergie qui a choisi la filière d'uranium naturel — graphite-gaz — et qu'il est actuellement P.D.G. de la société américaine Westinghouse-Europe, productrice de générateurs électronucléaires à uranium enrichi - eau légère, qu'il préconise aujourd'hui comme plus rentables. »

**patronat :
le désordre établi**

patronat : le désordre établi



D.R.

Concorde vole bas

Henri Guillaume

La Société nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA) annonce un premier licenciement de 755 travailleurs. La raison officielle en est une difficulté de trésorerie de la société acculée par un « creux » du plan de charge de ses usines. La raison véritable en est tout autre : la classe des travailleurs supporte le poids d'une incroyable mauvaise gestion de l'entreprise par la direction et le gouvernement au service des intérêts privés. Dans les six usines de la région parisienne, regroupant la fonderie (Genevilliers), la production de série et d'avant-série (Corbeil), la réparation de moteurs (Billancourt), la production d'équipement (Suresnes et Hispano - Bois-Colombes) et les études (Villaroche), la tension monte : grèves subites et débats dans les usines, manifestation des travailleurs de Villaroche et Corbeil à la préfecture de Melun, manifestation de 1.500 travailleurs de toute l'aéronautique parisienne au ministère des Finances le 23 octobre. Malgré la conspiration du si-

lence orchestrée dans la presse, le mouvement gagne de l'ampleur : jeudi 6 novembre 1969, plus de 6.000 travailleurs tiennent un important meeting à Paris au Palais de la Mutualité : le gouvernement s'inquiète : les abords du quartier sont abondamment pourvus de C.R.S., casqués et armés de « tout ce qu'il faut pour maintenir l'ordre » ! Craignant sans doute un mouvement en masse vers le siège, boulevard Haussmann, ou vers l'avenue Matignon, des forces de police identiques occupent ces lieux. Au meeting, les délégués syndicaux dénoncent unanimement les mesures répressives de la direction tandis qu'une délégation inter-syndicale se présente chez Chaban-Delmas.

Par son intermédiaire, les travailleurs de la SNECMA s'élevaient contre les licenciements annoncés, et réclamaient d'urgence :

- Des crédits pour Concorde qui traîne curieusement en longueur ;
- Des crédits pour l'Airbus A 300 ;

- Des crédits pour une formation professionnelle adaptée à l'évolution des techniques ;
- Une réduction d'horaire du temps de travail et une pré-retraite à 60 ans avec garantie de ressources ;
- Un plan complet d'études et de fabrication civiles des moteurs et équipements.

Ils savent que, par-dessus une direction irresponsable de la société, c'est le gouvernement qui est en cause ; et qu'il ne peut y avoir de garantie de l'emploi que dans un plan cohérent, au niveau national comme à celui de l'entreprise, de développement de l'industrie aéronautique. Mais ils savent aussi qu'il n'y aura pas de plan correct dans le cadre d'une planification capitaliste.

Une planification de classe

Le « Plan français » ne peut être, de par sa nature, qu'une coordination des intérêts industriels privés, un programme de développement économique du pays fait par les représentants d'une classe au service de ses propres intérêts, « une antithèse de la planification socialiste » comme le disent eux-mêmes les dirigeants américains. Ce plan n'est qu'une incitation aux entrepreneurs à rationaliser leurs profits privés en harmonie avec l'accroissement d'ensemble de la « puissance économique nationale », elle-même particulièrement dépendante de la « bonne marche » du secteur d'intérêt collectif, dit « nationalisé » (Energie : E.D.F., pétrole ; industrie aéro et défense : Sud-Aviation, Nord-Aviation, SNECMA ; transports : SNCF, RATP, Air France, etc.). Or, on constate, malheureusement mais sans surprise, que cette puissance économique nationale se mesure plus, pour nos « gouvernants », au degré de compétitivité et de rentabilité des industries privées qu'au niveau et aux conditions de vie des travailleurs du pays. En effet, ne demandez pas au patronat de « rentabiliser » des entreprises au bénéfice des travailleurs qui en sont la force vive, en diminuant les dividendes qu'il se verse à lui-même et à ses actionnaires ! C'est, bien sûr, beaucoup plus facile de disposer du personnel, en le licenciant et le réembauchant à son gré, aux hasards des circonstances.

Quant aux entreprises nationalisées, on sait maintenant à quoi la logique du profit individuel, qui est la règle d'or du système capitaliste, les a condamnées : le démantèlement du secteur public, prémédité par les capitalistes éclairés, se joue en trois actes : 1^{re} étape : la reprise en main par l'Etat, à la charge de la collectivité, des affaires économiques de la nation après la fin de la guerre. Ainsi l'Etat devient propriétaire de

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

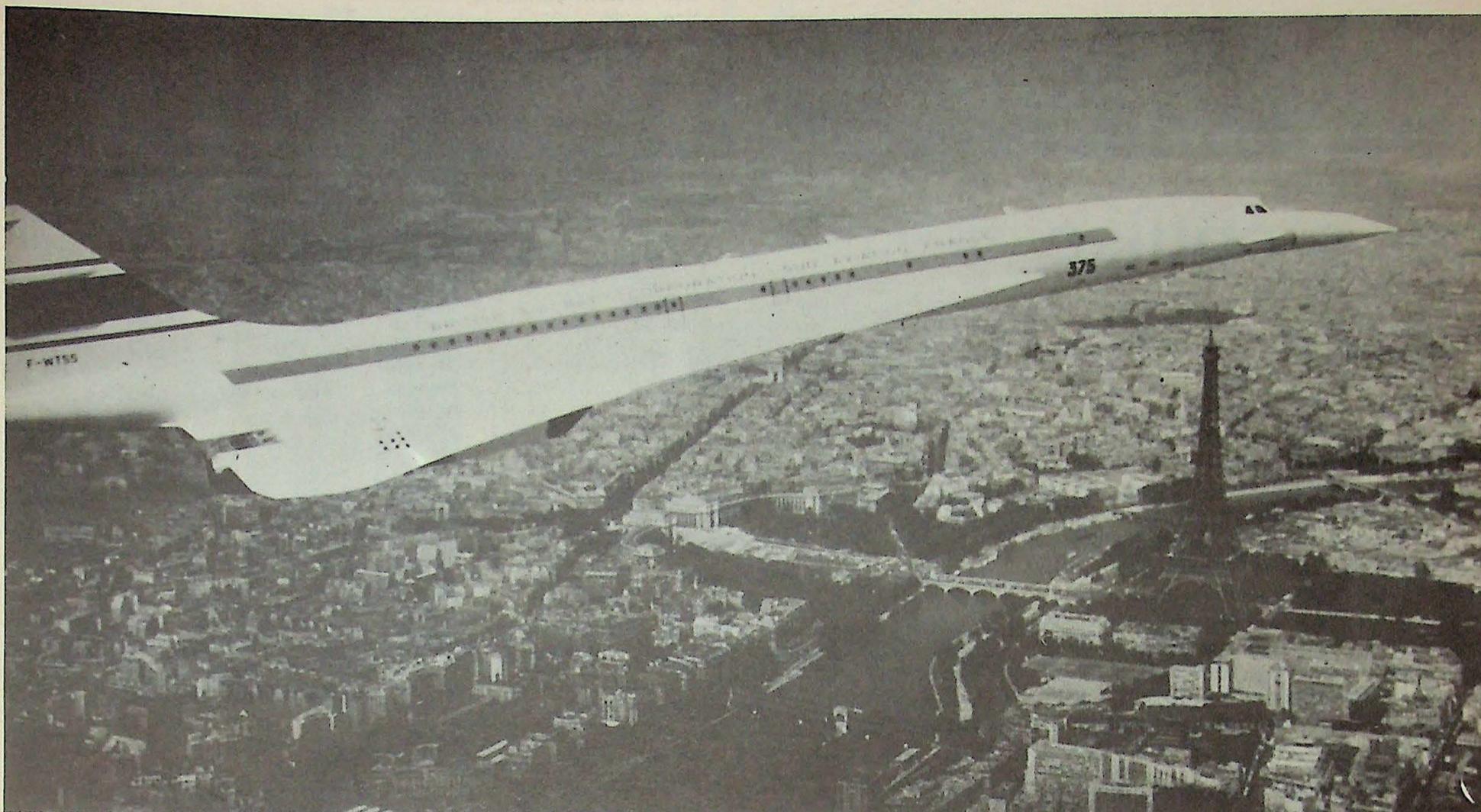
développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65



A.F.P.

la SNECMA, subventionne ses activités et achète sa production militaire ; 2^e étape : l'utilisation systématique par le pouvoir politique bourgeois des nationalisations comme soutien au développement du secteur privé ; à la SNECMA la chose est flagrante : c'est le rachat rendu obligatoire par le gouvernement des entreprises en mauvaise posture (les « malades », comme on dit, qui sont la CNMP du Havre, Hispano, etc.) ; c'est une répartition des activités entre secteur nationalisé (SNECMA pour moteurs, Nord-A. et Sud-A. pour cellules) et secteur privé (Turbo-méca pour moteurs, Dassault pour cellules) telle que le premier prend le risque des opérations coûteuses

et de prestige sur crédit d'Etat, laissant au second les productions et les marchés fructueux (petits moteurs, avions militaires et d'affaires !) ; c'est encore le financement des programmes de Recherche et Développement par l'Etat et l'abandon de l'avantage de la vente en série à des producteurs privés français ou même étrangers (le Mercure de Dassault, financé à 80 % par l'Etat, est équipé de... moteurs U.S. Les turbopropulseurs étudiés à la SNECMA vers 1955 ont permis à... Rolls Royce de faire une fortune. Dassault vit sur des crédits d'études militaires, qu'il fait fructifier dans des appareils qu'il vend... à l'armée). M. Nora lui-même, dans son rapport au gou-

vernement sur le secteur nationalisé, explique le mauvais état économique de celui-ci par le véritable réservoir de subventions indirectes qu'il représente pour le secteur privé (subventions déguisées, tarifs préférentiels).

La troisième étape de ce démantèlement du secteur public commence sous nos yeux en France : il consiste à prendre prétexte de la mauvaise gestion de ce secteur et de sa compétitivité insuffisante pour le discréditer et le dénationaliser insensiblement (actionariat Renault, fusion Sud-Nord-Aviation avec irruption d'actionnaires privés à la tête de l'entreprise, démantèlement du C.E.A. et, bientôt, de la SNECMA aux profits des firmes privées étrangères telles Westinghouse, Rolls Royce, Pratt).

Les travailleurs savent donc qu'il ne faut pas confondre socialisation et nationalisation capitaliste de l'entreprise.

Cela veut dire que sans une planification socialiste réalisée par les travailleurs eux-mêmes, laquelle n'est possible qu'après le renversement de l'Etat de classes et du système économique capitaliste, il ne peut y avoir de développement du pays, et en particulier de développement de l'industrie aéronautique, qui soit au service des travailleurs et de la collectivité.

La SNECMA mal gérée

Nous ne nous étonnerons donc pas de trouver aujourd'hui à la SNECMA, entreprise nationalisée, un état inquiétant de délabrement pour mauvaise gestion ; citons-en quelques exemples récents et flagrants :

— L'usine de Corbeil (dont on clame bien haut dans les ministères qu'elle est la plus moderne d'Europe, mais dont le coût prohibitif n'a pas été explicité), ne fonctionne qu'à 50 % de ses possibilités d'activité. Certains affirment que le coût de cette immobilisation équivaut chaque année à la charge salariale « économisée » sur le premier train des travailleurs qui « devraient être licenciés en ce moment ».

— Le creux du plan de charge prévu depuis plus de 5 ans n'a fait que s'accroître dans le temps sans que rien ne soit fait pour le combler par des débouchés nouveaux.

— Avec la vente prévue des ateliers Bugatti à Messier, on va séparer la fabrication proprement dite et la vente, financièrement positive, des trains d'atterrissage (Bugatti-Messier) des bureaux de conception de ces matériels (Hispano-SNECMA).

La série des Concorde n'est pas prête de voler dans de bonnes conditions !



A.F.P.

**patronat :
le désordre établi**

Une démocratie qui s'épuise

Gérard Féran

Il existe paraît-il en France un lieu où il est possible d'échapper au tumulte et à l'agitation. Incroyable direz-vous : des paysans kidnappent les ministres, les policiers envahissent des usines occupées par des grévistes, les étudiants en médecine poursuivent l'une des grèves les plus importantes de leur histoire et il n'est plus possible de rien dire ou de rien faire dans ce pays sans être immédiatement soupçonné d'atteinte à la sécurité de l'État, et arrêté à ce titre. Alors ?

Alors, ce lieu existe pourtant. Ce n'est ni un cercle de dames patronesses, ni un club de pétanque, ni même le Parti radical. C'est, vous l'avez deviné, notre Assemblée Nationale...

Voilà plus de trois semaines que cette honorable corporation vote dans la lassitude et l'ennui un budget particulièrement édifiant sur la façon dont le capitalisme français et ceux qui se servent au gouvernement conçoivent l'intérêt national. Pourtant cette tranquillité parlementaire ne rassure pas nos dirigeants. Pire : elle les inquiète. Car les premières conséquences de l'austérité, elles ne se manifestent pas au Parlement, mais dans l'opposition croissante des travailleurs, ouvriers, paysans, intellectuels, chercheurs, etc., qui découvrent dans leur travail quotidien l'ampleur des échecs du capitalisme actuel. Le malheur pour les grands prêtres de la « nouvelle société » c'est que tous ces gens commencent à refuser les règles d'un jeu dont ils ont appris qu'ils seront toujours perdants. C'est pourquoi la réponse à la politique de classe du gouvernement se trouve désormais sur les lieux de production eux-mêmes. C'est à la campagne que les petits paysans s'opposent à la rationalisation capitaliste de l'agriculture. C'est dans les usines occupées que se déroule la lutte entre les ouvriers et la police de la bourgeoisie. C'est dans les facultés que les étudiants en médecine remettent en question un régime qui relègue la France derrière l'Espagne et le Portugal pour le nombre de ses médecins. C'est dans la rue que ceux qui s'opposent à l'impérialisme des Américains au Vietnam dénoncent la complicité d'un gouvernement dont les intérêts de classe l'obligent aujourd'hui à rentrer dans le rang après les incartades gaulliennes.

Un simulacre d'opposition

Du coup le chœur gaulliste se trouve obligé de jouer tous les rôles à la fois afin de faire croire à la validité de sa démocratie. On entend M. Souchal devenu le gauchiste de l'U.D.R. s'insurger à la Chambre contre les diminutions d'impôts dont bénéficieront les gros contribuables. On apprend par M. Ruais, autre gaulliste orthodoxe, que les objectifs du V^e Plan ne seront exécutés qu'à 74 % pour les routes, et à 66 % pour les voies navigables. Le rapporteur de la Commission du budget de l'équipement se voit obligé de déclarer devant les projets du ministère Chalandon qui recourent systématiquement au financement privé : « Nous ne jugeons pas ce système très orthodoxe, mais nous sommes obligés de le subir. »

Sur tous les budgets, la majorité critique, dénonce, se divise avant d'aller voter ensuite sagement dans l'unanimité. M. Lebas (U.D.R.) critique la politique de déflation interne. M. Grussenmayer (re-U.D.R.) fait remarquer que entre 1936 et 1968 les effectifs de l'industrie en Alsace n'ont progressé que de 3 %. Enfin, au milieu des traditionnels éloges aux forces de l'ordre, qui constituent une bonne partie des interventions gaullistes sur l'Éducation nationale, on apprend que les maternités seront sacrifiées, que dans le premier cycle du secondaire, un professeur sur deux n'est pas certifié, et que le nombre des étudiants boursiers continuera cette année à stagner autour de 20 %.

Il arrive cependant qu'un ministre parvient à faire faire cette désagréable cacophonie pour faire renaître la grande unité gaulliste. M. Marcellin par exemple s'y entend à merveille. Le coup du pro-chinois, du trotskyste, et des commandos groupusculaires continue de faire son effet malgré son emploi répété. De plus, le ministre de l'Intérieur, qui sait choisir ses mots, a une nouvelle fois provoqué les acclamations de la majorité en proclamant hautement : « Ceux qui s'imaginent que notre démocratie s'épuise, se trompent. Elle ne fait que se renforcer ! » (sic).



A.D.N.P.

Le régime a peur

La signification politique de tous ces faits a été dégagée clairement par le dernier Conseil national du P.S.U. Le nouveau pouvoir présente l'apparence d'une grande solidité politique mais ses bases sociales sont totalement minées. Pour se maintenir, le gouvernement doit aujourd'hui réussir deux opérations :

1) Donner une crédibilité politique au régime en essayant de provoquer une opposition formelle qui accepterait les règles de son jeu. Tel était le sens de la première conférence de presse de Georges Pompidou. Tel est aujourd'hui l'objectif des prétendues oppositions gaullistes à l'Assemblée.

2) Assurer la « paix sociale », en proposant aux travailleurs une politique contractuelle à l'américaine ou à l'allemande afin de réussir ainsi ses opérations de redressement et la liquidation des couches déclinantes (petites commerçants, paysans...) que le capitalisme français n'a plus aujourd'hui les moyens de supporter s'il veut rester concurrentiel.

C'est parce que ces deux opérations sont en train d'échouer que le régime est acculé à la répression pour défendre ses intérêts. Sa peur actuelle préfigure son échec. Encore faut-il que les militants socialistes ne se contentent pas d'une vision catastrophique de l'échec du capitalisme, pas plus que d'objectifs volontaristes visant à proposer immédiatement une lutte frontale pour la conquête du pouvoir. Le capitalisme aujourd'hui n'est plus convaincant aux yeux de la majorité des travailleurs. Le socialisme ne l'est pas encore. Mais chaque lutte partielle pour le contrôle ouvrier, pour le droit à la santé ou contre la violence impérialiste le rend plus actuel. □

L'échec de la politique agricole du régime depuis 1958 et les échéances difficiles pour le syndicalisme agricole qui l'a soutenue, ou souvent élaborée, ouvrent des perspectives nouvelles au P.S.U.

les croquants se révoltent

a3

série agriculture

Mauvaise moisson pour l'agriculture

Jacques Daumesnil

L'agriculture garde un mauvais souvenir des dévaluations, dont elle a l'impression de faire les frais; en particulier, dans la période d'inflation qui suit, les prix de ses produits ne contiennent qu'une faible part de salaires, ils sont fixés assez indépendamment des coûts de production, et le lait (qui est de plus en plus le salaire du paysan) est pratiquement le seul de ces produits qui parvient à suivre la course prix-salaires.

La présente dévaluation revêt pour l'agriculture des caractères spécifiques à la fois par rapport aux autres branches d'activité et par rapport aux dévaluations précédentes, du fait que le Marché commun est effectif pour les produits agricoles.

La principale conséquence paraît être que l'agriculture ne va pas pouvoir profiter, pour ses exportations, de la dévaluation elle-même — à la différence des autres branches — tandis qu'elle va subir les effets des mesures d'austérité et de la poussée inflationniste.

Pas de gains sur les exportations

Deux solutions extrêmes étaient théoriquement possibles.

Si l'on respectait le traité de Rome, et l'unité des prix entre les Six, les prix agricoles français restaient constants en unités de compte (même parité avec l'or que le dollar) et donc augmenteraient de 12,5 % sur le plan intérieur. D'où une légère aug-

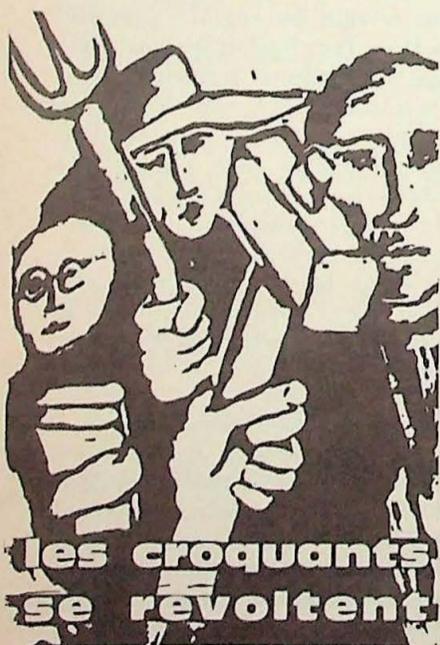
mentation de la tendance inflationniste (environ 1,2 % compte tenu de la part des produits agricoles dans le produit national brut), et une augmentation plus sensible des produits alimentaires, pesant surtout sur les bas revenus.

L'autre solution extrême consistait à baisser de 12,5 % la valeur de l'unité de compte; les prix agricoles

de nos partenaires auraient diminué d'autant, tandis que les nôtres seraient demeurés stables. Cette mesure était impensable aussi bien pour les autres que pour nous.

Il a donc fallu transiger pour éviter des heurts trop brutaux dans les rapports des prix agricoles internationaux : les prix français sont dévalués de 12,5 % par rapport aux

Collombert





Collombert

prix européens, mais avec promesse de rattrapage des prix européens entre avril et juillet 1971. Conjointement, le marché français est isolé par des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation, de telle sorte que la concurrence soit maintenue entre les six pays comme précédemment.

Les exportations agricoles ne peuvent donc bénéficier du coup de fouet que représente normalement une dévaluation. C'est dommage dans l'immédiat pour elle (1/10^e de la production agricole est exportée) et pour la balance commerciale de la France. C'est préjudiciable aussi pour l'avenir : c'est surtout grâce à l'exportation que la production française peut croître; l'isolement va empêcher la recherche de débouchés européens, tout en poussant nos partenaires à se suffire de plus en plus,

On touche là une contradiction de l'Europe actuelle : le secteur dont l'intégration est la plus avancée est celui qui pâtit le plus de la crise. Comme par hasard, c'est dans le secteur le moins capitaliste que cette intégration s'est faite en premier. Dans la mesure où il faudra bien arriver à une Europe politique (et monétaire) dès lors que l'Europe économique sera assez avancée, ces autres secteurs semblent peu pressés d'avoir sur le dos un contrôle politique... Heureusement en un sens, une bonne partie du stock français de céréales a été achetée l'hiver dernier par d'habiles spéculateurs allemands, qui acquéraient des francs sur les marchés libres, donc en bénéficiant d'une décote d'environ 10 %. A eux maintenant de les stocker !

L'inflation portera sur les charges plus que sur les ventes

Les produits industriels achetés à l'étranger par l'agriculture (engrais, matériel, carburants...) subissent dans l'immédiat une hausse de 12,5%,

L'ensemble des prix français va connaître par ailleurs une double hausse, due à l'effet « mécanique » des prix d'importation, et à l'effet psychologique de la dévaluation, qui pousse les vendeurs à anticiper l'inflation. Ceci, pour les agriculteurs, va se porter évidemment sur leurs charges de production et tout autant sur leurs consommations propres.

Du côté des ventes, surtout des promesses et des incertitudes : le prix du lait a été relevé de 2 %, celui de la viande de 4 %; la seconde mesure est sans effet réel, puisque les prix actuels sont supérieurs aux prix d'orientation; pour la première, cela risque d'entraîner des dépenses de soutien supplémentaires, contrairement aux dotations prévues au budget.

Le rattrapage promis des prix européens, exprimés en unités de comptes, ne peut être valable que si dans le même temps la monnaie nationale ne continue pas de se déprécier.

L'austérité va toucher ceux qui ont besoin du crédit

Les agriculteurs qui disposent d'un autofinancement important vont moins souffrir du relèvement général des taux de prêt du Crédit agricole et des autres banques. En particulier ceux qui ont accumulé des réserves financières en faisant pression pour maintenir des prix élevés, prix soutenus d'ailleurs par les fonds publics : c'est-à-dire bien sûr les grandes exploitations céréalières et betteravières. (C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, 49 % du prix de la betterave correspond au « soutien » et vient des fonds publics ! Pour le lait, dont on a tant souligné le coût, la part du soutien est seulement de 25 %.) Or les régions qui ont le plus besoin de moderniser leurs exploitations sont précisément celles où dominent les productions animales.

Les aides de l'État vont en 1970 être pratiquement maintenues à leur niveau 1968. Pour le soutien des

marchés, on s'attendait au plafonnement, ce système étant attaqué de divers côtés; on s'attendait moins au « ripage » de 700 millions de francs enlevés aux produits animaux (donc aux régions des petites exploitations) pour être remis aux caisses de soutien des céréales et du sucre !

Aussi grave, sinon plus, est la réduction des dépenses engageant l'avenir : les dépenses de restructuration d'exploitations (remembrement, etc.) et de l'enseignement agricole. Là encore, les régions les plus intéressées sont les plus excentrées, les plus défavorisées : l'Ouest, le Sud-Ouest, le Massif central...

Par contre, un effort est fait pour les aides aux investissements dans les industries agricoles et alimentaires. Leur rôle pour valoriser les produits agricoles, qui nécessitent des transformations de plus en plus élaborées, est en effet très important. Ces industries aident en outre à « fixer » certaines productions autour d'elles. Mais jusqu'ici, on constate que la plupart des réalisations se font dans le Bassin parisien.

Il n'est pas impossible que la dévaluation favorise des mutations déjà fortement amorcées.

La première concerne la politique agricole générale. Les règles communautaires étant pratiquement suspendues, il semble que ce sera l'occasion d'une remise en cause du système de soutien des marchés; il est vraisemblable que les ministres chercheront non plus à soutenir indéfiniment les productions excédentaires, mais à essayer d'ajuster l'offre et la demande par un certain retour au prix de marché. Parallèlement, l'aide de l'État s'adresserait non plus aux produits, mais aux producteurs;

ayant fait la preuve de son inefficacité économique, cette aide s'efforcerait d'être sociale.

Mais la politique agricole dépend, autant que des ministres, de la pression des organisations agricoles. Et c'est là que peut se situer une seconde mutation, qui devrait alors influencer fortement sur la politique : l'opposition entre régions riches et régions pauvres, entre grandes et petites exploitations va-t-elle grandir ?

Les premières sont en position de force sur tous les plans, en particulier le plan financier grâce au soutien des marchés. Elles peuvent maintenant investir dans n'importe quelle production animale, sous forme d'ateliers industriels, et battre sur leur terrain les régions périphériques. Il ne faut pas oublier en effet que les productions arrivent toutes à saturation : s'il y a un déficit actuellement en porc, on sait que l'an prochain il y aura crise à nouveau; la production de poudre de lait peut être développée encore à condition qu'elle soit donnée au pays du tiers monde. Reste la viande bovine, qui jusqu'ici reste très chère pour le consommateur, et peu rentable pour le producteur.

Est-ce que la nouvelle affectation des aides publiques à l'agriculture va réellement permettre le développement économique des régions qui en ont besoin ? Est-ce que cette affectation va être vraiment nouvelle, ou résulter d'un compromis sans efficacité ? Ce sont deux questions qui se posent en cette rentrée, mais l'agriculture, réservoir de main-d'œuvre, réservoir d'électeurs aussi, en pose bien d'autres en permanence. □

les croquants se révoltent

Fascisme ou révolution

François Moreau

Dans cette situation générale, les comportements des agriculteurs sont divers selon la couche à laquelle ils appartiennent et selon aussi leur degré de conscience politique.

Trois agricultures : deux classes antagonistes

Les gros agrariens entrepreneurs de grandes exploitations sont partisans de la concentration : c'est le moyen d'augmenter leur profit. Mais pour que leur profit demeure considérable, ils apprécient l'existence d'une agriculture moins bien équipée. Elle leur permet au nom de l'unité, de profiter d'une aide par produit pour le soutien des prix. Même si les plus dynamiques d'entre eux savent que cette politique devra être remise en cause, en attendant ils amassent à bon compte du capital. Dans le même temps, la main-d'œuvre des exploitations familiales leur assure de trouver sur le marché ce que leurs grandes unités produisent encore très mal, par exemple : les veaux d'élevage et quelques autres productions animales.

Cette classe de gros agriculteurs capitalistes est constituée d'exploiteurs. Ils exploitent une main-d'œuvre salariale et ils exploitent sur le marché les petits et moyens agriculteurs.

Les moyens et les petits paysans

L'histoire agricole de ces dernières années éclaire leur comportement. Après la dernière guerre, la mécanisation généralisée de l'agriculture a transformé l'économie de leur ferme et par là même leur mentalité. Ils ont cru qu'en se modernisant, en devenant plus compétents, en s'équipant souvent au prix de lourds endettements, ils obtiendraient des exploitations viables leur garantissant la sécurité et de bonnes conditions de vie. Mais à l'expérience, les réalités se sont révélées tout autres. L'agriculture est de plus en plus soumise à son aval, c'est-à-dire aux circuits de distributions.

Pour chaque production les progrès techniques permettent l'industrialisation de l'agriculture au profit bien sûr des mieux placés pour investir. Cela conduit à deux phéno-

mènes : d'une part aucune exploitation moyenne n'est jamais en équilibre, elle doit toujours prendre de nouveaux risques sans aucune garantie. C'est l'endettement continu. D'autre part, elle est de plus en plus dépendante d'unités industrielles qui l'intègrent mais à l'égard desquelles elle n'est pas toujours protégée (les paysans travaillent pour les industriels et supportent à leur charge l'outil de travail (1) qui est susceptible d'être très vite abandonné).

La conséquence de cela est logique : les paysans travaillent une vie entière pour rembourser un capital qui ne leur garantit même pas le S.M.I.G. Souvent les affaires vont si mal qu'ils sont contraints, notamment si la firme industrielle s'en va, d'abandonner avec une « ardoise » de plusieurs millions d'anciens francs.

Dans ce processus d'intégration le « capital » exploite la force de travail du paysan et en plus lui fait supporter à lui les risques de ce « capital » peu rémunérateur. Pendant un temps, avec ce procédé, le paysan se croit encore responsable, se croit encore détenteur d'une parcelle de « pouvoir économique ». Voilà pourquoi dans cette catégorie d'agriculteurs dominés on retrouve ceux qui espèrent s'en sortir en devenant des petits patrons qui se regroupent, et ceux qui se découvrent exploités à la manière des ouvriers.

Il existe encore des fermes qui vivent en quasi-autarcie. Elles sont souvent petites et exploitées par de vieux agriculteurs. Pour ces paysans, bien souvent ce qui compte c'est de terminer ses jours au mieux... ou au moins mal. Souvent les enfants se sont orientés vers d'autres professions, et l'indemnité viagère de départ à 60 ou 65 ans constitue un objectif social. Dans cette situation, on cherche à vivre comme on peut. On n'est guère animé de grands besoins. En conséquence une augmentation des prix améliore tout de même un peu « l'ordinaire ». Tant pis si cela engraisse bien davantage le gros agrarien !

Mais les agriculteurs de cette catégorie ne sont pas tout âgés et dans le cas où ils n'ont pas l'âge de

(1) Une nuance est à apporter pour les coopératives qui peuvent tenir plus longtemps dans une région, mais qui sont contraintes de se plier aux lois de la gestion et des marchés capitalistes.

les croquants se révoltent



Collombert

P.I.V.D., ils doivent chercher ailleurs du travail. Puisqu'en France 525.000 chefs d'exploitations âgés de moins de 50 ans et 420.000 exploitants âgés de 50 à 65 ans exploitent des fermes situées entre 5 et 50 ha, on imagine l'ampleur du drame.

Ainsi on peut dire que les petits et moyens agriculteurs ont en commun d'être exploités par les gros agrariens capitalistes et tout l'appareil capitaliste qui entend soit les dominer dans leur travail de producteurs agricoles soit les jeter sur le marché de l'emploi pour les exploiter à titre de force de travail.

Les organisations agricoles écartelées.

Devant ces trois agricultures, il convient alors de situer les organisations syndicales et les rapports de forces qui s'y meuvent.

Les gros agrariens ont intérêt à diriger toute la paysannerie comme un seul corps. C'est sur cette base que la paysannerie française s'est organisée en corporation et reste encore encadrée par des organisations unitaires, entendons uniques pour petits et gros. La conséquence est lo-

gique : les gros dirigent, décident au nom de tous pour servir au mieux la logique de leur développement (A.G.P.B. - F.N.S.E.A. - Chambres d'Agriculture...).

Après la guerre, de nombreux jeunes paysans, surtout parmi la couche des moyens agriculteurs et sous l'influence de la J.A.C. ont cru que le progrès pourrait être aussi leur affaire et qu'ils pourraient par des formes associatives exister à côté et au même titre que les gros. Pour cela il leur fallait acquérir une compétence, il leur fallait s'organiser et s'équiper. Il leur fallait obtenir de l'Etat des aides financières et juridiques. Un moment la bourgeoisie a cru que cette solution lui permettrait de moderniser l'agriculture sans secousse sociale-politique. Ce fut l'époque du C.N.J.A., des lois d'orientation et complémentaires, c'est-à-dire du trio Debatisse, Debré, Pisani. Actuellement, cette solution s'avère un mythe. Les moyens agriculteurs s'y ruinent. Elle coûte chère à la bourgeoisie sans rien résoudre de la crise dans laquelle elle est enfermée.

Très pratiquement cela se traduit par la désintégration progressive du C.N.J.A., puis de la F.N.S.E.A. tendance Debatisse. Cela se traduit par une politique nettement plus libérale qui se concrétise par l'arrivée de Jacques Duhamel et par les mesures qu'il a prises, notamment la réforme du Crédit Agricole.

Au travers de cette expérience de modernisation sans issue, les moyens agriculteurs tentent de comprendre. Petit à petit ils découvrent leur ennemi : le capitalisme et les capitalistes. Ils reconnaissent leurs alliés : les ouvriers.

On l'a déjà expliqué, les petits paysans entendent durer jusqu'à leurs vieux jours. Pour cela, les mots d'ordre qui leur promettent de maintenir leur situation rencontrent un grand écho. C'est sur quoi le MODEF s'appuie pour s'implanter.

Une tâche progressiste complexe

Pour les militants socialistes, la tâche est alors complexe. Ils doivent aider les paysans petits et moyens à prendre conscience de leur situation de dominés. Ils doivent les aider à reconnaître leurs ennemis, et cela d'abord dans leur propre profession et leurs propres organisations. Mais ils doivent aussi les aider à dépasser leur goût du maintien dans leur situation actuelle et du seul repli sur soi. Or, pour dépasser cette habitude du repli sur soi, il y a deux obstacles principaux à franchir.

Le premier résulte de la situation de petit producteur indépendant. Cet instinct petit producteur peut être récupéré par la couche de la bourgeoisie qui se sent menacée par le développement international du capitalisme. Dans cette crise qui tra-

verse et divise la bourgeoisie française, le secteur des entreprises qui recherche la protection douanière, peut avoir besoin d'un pouvoir politique à base nationaliste et pour en arriver là, il peut très bien tenter de retrouver des bases militantes et sympathisantes parmi les paysans menacés... Cela d'autant plus facilement que le passé historique a conduit un grand nombre de paysans français à se méfier des idées révolutionnaires et progressistes.

Dans ce sens les actions sauvages non expliquées et non dirigées politiquement, sont un terrain de prédilection pour un tel courant. Même le courant moderniste type C.N.J.A.-F.N.S.E.A. - Debatisse, de plus en plus asphyxié, peut pour survivre à lui-même, et satisfaire son anti-communisme idéologique, emboîter le pas. Nous dirons même que ces méthodes de direction autoritaires y retrouveraient leur plein développement !

Le second obstacle qu'un combat progressiste doit vaincre est celui de la ligne politique proposée par le M.O.D.E.F., laquelle découle du P.C.F. Sommairement, on peut dire que cette ligne politique vise à récupérer un nombre de voix pour entreprendre au-dessus des couches travailleuses, sans les relier dans la pratique militante les unes aux autres, une gestion social-démocrate de l'appareil d'Etat bourgeois. C'est la fameuse « démocratie véritable ou avancée ». En effet, on le constate, le pro-

gramme et la pratique du M.O.D.E.F. consistent à défendre les petits producteurs, les petits exploitants familiaux, à encourager les agriculteurs à devenir petits propriétaires exploitants, c'est-à-dire à s'appuyer sur l'aspect petit producteur indépendant plutôt que sur celui de travailleur. Dans la pratique, le M.O.D.E.F. n'incite pas à des actions dirigées collectivement par les agriculteurs eux-mêmes, mais il appelle les petits agriculteurs à désigner de nouveaux représentants qui interviendront pour eux, en leur nom, dans les mécanismes de l'appareil d'Etat bourgeois.

Réflexions pour une direction politique

Au terme de tout cela il apparaît que rien n'est joué. La situation actuelle engendre le mécontentement et va probablement déclencher des mouvements de révolte. La mobilisation verbale des paysans opprimés a toutes les chances de renforcer le courant socio-démocrate monture P.C.F. Le spontanéisme, même à propos d'actions de caractère et à bases d'opposition de classes, a toutes les chances d'être récupéré par un courant néo-fasciste. Seule la dialectique permanente — luttes de masse, explications politiques — peut être progressiste. Pour cela elle a besoin de militants, de réflexions théoriques et de direction politique qui aient une trempe prolétarienne.

Jacqou n'est pas mort

Denyse Franck

Dimanche, Guichard est « invité » par des syndicalistes paysans de Loire-Atlantique à se rendre dans une ferme, leur lieu de travail, pour entendre leurs revendications. Quand il fait appel aux gardes mobiles il reçoit quelques œufs.

Lundi, trois responsables syndicaux sont arrêtés. Ce ne sont pas eux du reste qui avaient lancé ces œufs. Mardi, ils sont jugés à St-Nazaire : cinq cars de C.R.S. sont entrés dans la cour du Palais de Justice. Le Président du Tribunal du commerce doit montrer patte blanche pour entrer dans le dit Palais, de même une femme qui était convoquée pour une conciliation de divorce. Par contre, dans l'enceinte du Tribunal, les policiers étaient nombreux. Les trois responsables syndicaux sont condamnés à deux mois de prison ferme. Ce n'est pas étonnant quand on sait que l'un des assesseurs était un juge connu pour ses sentiments anti-gauchistes.

Mardi après-midi, grande manifestation paysanne à Nantes à laquelle assistaient des délégués de la Sarthe, de Charente-Maritime, du Maine-et-Loire, etc.

Si les militants P.S.U., le matin, avaient distribué des tracts au marché pour dénoncer cette atteinte aux libertés syndicales et les arrestations préventives faites avant la manifestation contre la guerre du Vietnam

(notre camarade Milued de Nantes avait été interpellé pour avoir signé un appel pour cette manifestation), nous ne l'avons pas fait à Nantes à la demande de nos camarades paysans car le pouvoir disait, paraît-il, que c'était le P.S.U. qui avait organisé ces « enlèvements » de ministres.

Les paysans étaient furieux devant la condamnation de leurs responsables. Mais si les délégués de la Sarthe voulaient l'union des commerçants, paysans et artisans et une action non politisée, il n'en était pas de même pour les paysans de Loire-Atlantique.

Voici ce que certains m'ont dit :

« Il faut que nos votes politiques découlent de nos revendications professionnelles et nous devons lutter contre le gouvernement actuel et contre le régime capitaliste.

« Il faut une socialisation du sol, que la terre appartienne à la commune et soit partagée entre ceux qui la travaillent. Ainsi, nous n'aurions pas besoin de nous endetter toute notre vie. Les subventions ne servent qu'aux gros. Il faut également que nous soyons gestionnaires des usines d'engrais et de produits alimentaires pour bétail. »

« Il faut une séparation syndicale entre les gros paysans et les petits. Du reste, nos revendications sont politiques et ne doivent plus être caté-

gorielles. Tous ceux qui ont des revendications, tous ceux qui luttent contre le capitalisme, qu'ils soient paysans, ouvriers, étudiants, doivent s'unir et exprimer leur volonté ensemble et non plus en ordre dispersé.

« Il n'y a que le P.S.U. qui ait compris nos problèmes. »

« Les étudiants vont-ils nous soutenir ? » Ces derniers, effectivement, préparaient des affiches et des tracts, tandis que des responsables syndicaux ouvriers participaient au meeting.

Mercredi, à Nantes, les responsables syndicaux paysans, ouvriers, étudiants, se réunissaient et préparaient les manifestations qui eurent lieu samedi, tant à Nantes qu'à Saint-Nazaire.

Mêmes réactions à Rennes, où des milliers de paysans étaient venus protester contre l'arrestation et demander l'annulation de la condamnation au moment où la Cour d'appel allait se prononcer.

Mobilisées en un temps record, les sections P.S.U. de Rennes distribuaient 14.000 tracts et représentaient les seuls militants politiques qui aient appuyé vigoureusement les paysans. Ceux-ci d'ailleurs, comme en Loire-Atlantique, étaient sensibles à cette solidarité et lisaient notre texte avec des signes visibles d'intérêt et d'approbation.

Samedi après-midi, alors même que nous venions d'apprendre que les trois responsables syndicaux venaient d'être libérés, nous devions constater qu'ils étaient quand même condamnés à 4 mois avec sursis avec une période probatoire de 5 ans ! Ils purent assister à la fin des meetings, tant à St-Nazaire qu'à Nantes.

A St-Nazaire, 6.000 personnes, avec en tête Bernard Lambert, défilèrent dans la ville aux cris de « Liberté syndicale », « Guichard en prison », « Marcellin au poteau », « Chaban démission » et quand nous passâmes devant le Palais de Justice, « Justice de classe ».

Nous avons distribué des tracts P.S.U. aux nombreux paysans venus là et ces tracts furent bien accueillis.

Puis une motion fut portée au Sous-Préfet. Ce qui est grave dans tout ceci c'est cette atteinte directe à la liberté syndicale car il suffira maintenant qu'il y ait des débordements à une quelconque manifestation pour que les responsables d'organisations, soit paysannes ou ouvrières, soient arrêtés.

Ces jugements sont d'autre part un véritable déni de justice car ils démontrent que si les juges, soumis à la pression des milieux conservateurs, ont de l'exercice syndical une notion légale extrêmement restrictive, par contre ils se font de la notion de flagrant délit une idée extrêmement large. □

Les chercheurs unis derrière leur nouveau syndicat

Dans l'article qui suit deux militants du S.N.C.S. donnent leurs appréciations sur la vie de leur syndicat, le déroulement de son dernier Congrès et les luttes à mener dans le secteur de la Recherche scientifique. Les idées avancées, les jugements portés n'engagent que leurs auteurs. Il ne peut s'agir que d'une contribution à un travail de réflexion que les militants syndicaux engagés dans les divers organismes de recherche doivent faire sur les orientations et les finalités de la Recherche, les objectifs et les moyens d'action des luttes pour le combat socialiste dans ce secteur d'activité.

Le secteur de la Recherche scientifique publique — 70.000 travailleurs répartis dans de multiples organismes rattachés à divers ministères : C.E.A. (Commissariat à l'Énergie Atomique), C.N.R.S. (Centre National de la Recherche Scientifique), I.N.R.A. (Institut National de la Recherche Agronomique), C.N.E.S. (Centre National d'Études Spatiales), etc. — est depuis quelque temps le lieu de luttes syndicales dures (grèves de 4 semaines de techniciens de la Recherche spatiale, fermeture de laboratoires du C.N.R.S. à Banyuls, manifestation centrale à Paris le 10 octobre, grève du C.E.A.). La cause immédiate de ces luttes est la politique d'austérité du pouvoir dont les conséquences se sont particulièrement fait sentir dans la recherche (blocage des crédits et des postes, entraînant des licenciements). Mais la cause plus profonde est la réorientation de la politique de recherche du pouvoir, intervenue depuis Mai 1968.

Constatant la faillite de la politique d'indépendance nationale et de prestige en matière de recherche, le pouvoir s'oriente maintenant vers une politique de liquidation de la recherche publique au bénéfice d'entreprises privées, de dépendance totale vis-à-vis de la Recherche américaine (achat de brevets, « japonisation » de la recherche et de l'économie) et donc de l'impérialisme américain.

Dans les luttes engagées par les travailleurs contre la politique du pouvoir et ses conséquences sur l'avenir des personnels, deux stratégies s'affrontent. On peut schématiquement les caractériser de la manière suivante :

— une stratégie « cégétiste » de défense de la recherche en soi (car toute critique « fait le jeu du pouvoir »), de défense des organismes tels qu'ils sont (surtout s'ils ont une teinture « démocratique » et s'ils datent de la glorieuse époque de 1945), de défense

des acquis (quantitatifs) de Mai. Cette stratégie utilise les moyens d'action traditionnels : pétition, meeting, défilé ;

— une stratégie révolutionnaire tirant les conséquences de Mai 1968, politisant les luttes dans une perspective de passage au socialisme, faisant une analyse critique des orientations et de l'organisation de la recherche, se battant pour imposer le contrôle des travailleurs sur la politique de recherches. Cette stratégie propose une décentralisation des luttes : grèves locales, action sur le milieu. Elle propose des formes nouvelles d'action : occupation, pression sur des personnalités (rejoignant en cela nos camarades paysans de Loire-Atlantique). Elle soutient des actions du type « grève de la faim » de nos camarades de Sacy, contre les licenciements pour raison politique.

Abandon de la ligne souple

C'est dans ce climat d'incertitude quant à l'avenir de la recherche publique, des luttes immédiates contre la politique du pouvoir (notamment pendant la grève de la faim de nos camarades du C.E.A.) que s'est déroulé le Congrès du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques. Celui-ci peut se résumer en un affrontement entre les deux stratégies décrites plus haut, qui s'est conclu au bénéfice de la seconde.

Le S.N.C.S. syndique plus de 50 % des chercheurs du C.N.R.S. (Centre National de la Recherche Scientifique) et de l'I.N.S.E.R.M. (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale). Ce syndicat rattaché à la Fédération de l'Éducation Nationale (F.E.N.) a toujours joué un rôle important, notamment en Mai 1968, dans l'impulsion et la coordination des actions de l'ensemble des organismes de la recherche publique.

Avant Mai, le S.N.C.S. était un syndicat unitaire sans orientation bien définie. Il était en fait habilement contrôlé par des militants du P.C.F. adeptes de la ligne « souple » (au besoin contre la direction de leur parti). Il était résolument gestionnaire alliant habilement les revendications quantitatives avec les transformations de structures nécessitées par le développement des sciences et des techniques, le tout avec une efficacité qui donnait satisfaction au plus grand nombre. Dans tout cela toute remise en cause sérieuse des structures de la société capitaliste eût été bien incongrue.

Le bouillonnement d'idées, les remises en cause de mai 1968, dans

le milieu de la Recherche, ont eu des conséquences sur le S.N.C.S.

Le P.C.F. perd un pion

La prise de conscience par beaucoup de chercheurs de la dimension politique des luttes syndicales a conduit à l'instauration d'un débat d'orientation lors du Congrès d'octobre 1968. Celui-ci a conduit à la mise en place d'une direction (minoritaire) à orientation révolutionnaire.

Au cours de l'année écoulée la nouvelle direction a composé une rupture avec le syndicalisme antérieur, tant au niveau de l'orientation que des formes de l'action syndicale.

— La notion de cogestion a été remplacée par celle de contrôle à tous les niveaux.

— Des actions sur le milieu ont été décidées : mise en cause de la hiérarchie, de la répartition « technique » du travail (rapports chercheurs-techniciens), analyse théorique sur les orientations et la finalité de la recherche.

— Ouverture du milieu vers l'extérieur : à l'occasion de l'opération « laboratoires portes ouvertes », conférences dans les maisons de jeunes, etc.

— Les moyens d'action ont largement fait appel à la décentralisation des initiatives : grèves locales, actions ponctuelles notamment contre la répression (affaire Soulié), etc.

Cette politique syndicale a été vigoureusement dénoncée par les militants du P.C.F. lors de la préparation du dernier Congrès. Leur objectif était double.

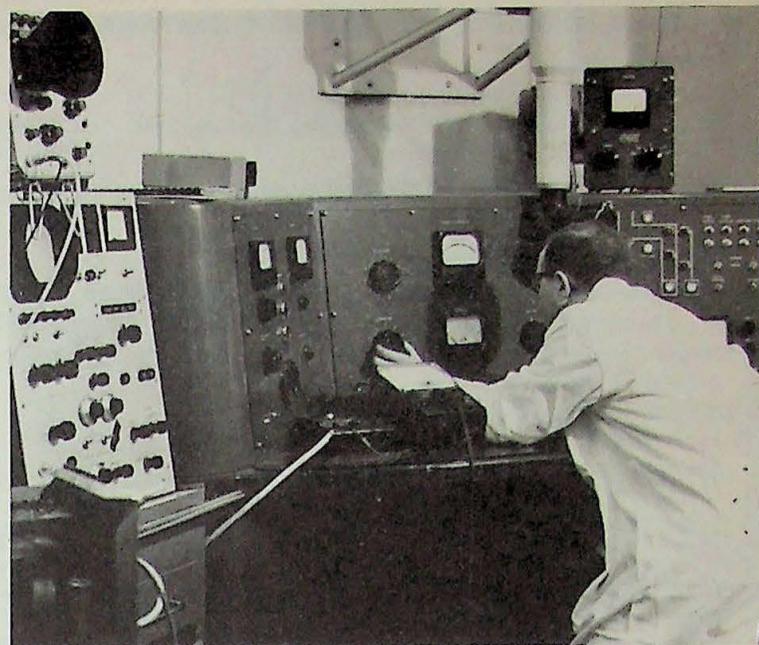
— En « normalisant » le S.N.C.S. (comme il y a quelques mois le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur également rattaché à la F.E.N.), ils pensaient marquer un point supplémentaire dans la lutte pour la prise de contrôle de la F.E.N.

— La « normalisation » du S.N.C.S. aurait eu pour effet de freiner la contagion « gauchiste » qui gagne certains syndicats de travailleurs de la recherche (notamment le syndicat C.G.T. des personnels techniques et administratifs du C.N.R.S.).

Cette offensive s'est soldée par un échec. L'activité de l'année passée a été approuvée lors du dernier Congrès du S.N.C.S. (8-9-10 et 11 novembre 1969), par 48 % des mandats, 33 % votant contre et 19 % s'abstenant.

Trois courants principaux ont participé au débat d'orientation dans le syndicat.

— Le courant « unitaire » animé par les militants du P.C.F.



Collombert

défendait la stratégie « cégétiste » esquissée plus haut.

— Le courant gauchiste dont la relative cohésion au niveau de notre syndicat masque les divergences idéologiques que l'on connaît.

— Sans ménager les critiques de forme à l'activité passée, un certain nombre de militants se réclamant du courant socialiste ont essayé de définir une position syndicale plus concrète susceptible d'obtenir à la base une adhésion plus réelle. Les objectifs, peu différents de ceux exprimés par le courant gauchiste, se voulaient plus réalistes et surtout guidés par une stratégie syndicale mieux définie.

Un contrat en 9 points

Les votes d'orientation ont donné les résultats suivants : tendance « unitaire » 39 %, tendance « gauchiste » 29 %, tendance « courant socialiste » 20 %.

De la confrontation entre les divers courants de pensée, demandée par les militants du courant socialiste, il est sorti un texte exposant clairement les points d'accord et de divergence entre les diverses tendances.

Partant d'analyses théoriques parfois différentes, les courants « gauchiste » et « socialiste » se sont trouvés d'accord sur une stratégie commune dont les principaux points sont :

— poursuite et consolidation de l'action menée l'an dernier ;

— sécurité d'emploi : refus de tout licenciement, revendication d'un corps unique de chercheurs titulaires abolissant la hiérarchie sociale des grades, assurant le plein emploi en facilitant les reconversions nécessaires ;

— politique de la recherche : la défense du budget de la recherche n'est possible et ne peut trouver un écho réel auprès des travailleurs que si elle est associée constamment à la critique de la recherche, de ses fins, de son rôle dans la société. Cette critique ne doit pas se faire uniquement à l'échelle d'un organisme particulier.

— relations recherche-université : opposition à l'organisme de planification de la recherche (le C.N.E.S.R.) prévu par la loi d'orientation, opposition à toute politique de participation ;

— rôle des élus syndicaux dans les diverses instances « démocratiques », substitution de la notion de contrôle à celle de cogestion ;

— nécessité d'action sur le milieu : lutte contre le mandarinate, remise en cause de la division « technique » du travail ;

— nécessité de débat d'idées, et notamment d'orientation dans le syndicat ;

— aucun type d'action ne doit être privilégié, ni exclu a priori ;

— clarté dans les rapports avec les autres syndicats, au besoin par l'exposé public des divergences.

Dépasser les intérêts de boutique

Dans le cadre des perspectives définies par cette stratégie, le Congrès a approuvé un certain nombre d'actions immédiates (que nous n'énumérerons pas ici), contre la politique scientifique du pouvoir, en liaison étroite avec les luttes menées dans les divers organismes de recherche (notamment au C.E.A.).

Le Congrès de Dijon et le dernier Conseil national du parti ont défini les axes de lutte des militants du courant socialiste : les luttes doivent être menées à la base, dans les entreprises, dans les syndicats pour faire apparaître concrètement les contradictions du système capitaliste et agir sur elles. La construction du socialisme se fait là où il y a lutte, c'est-à-dire, pour nous, dans nos laboratoires, dans nos organismes de recherche en dépassant par une stratégie offensive commune à tous les travailleurs de la recherche les particularismes de boutique, faisant de la sorte échec à la politique du « diviser pour régner » chère au pouvoir.

Il importe que les travailleurs scientifiques militants socialistes :

1) participent concrètement et efficacement aux luttes qui se mènent sur leur lieu de travail ;

2) confrontent et analysent les stratégies de leurs divers syndicats de manière à élaborer et à défendre une stratégie commune dans l'ensemble des organismes de recherche. Nous pensons que le comité de coordination des syndicats de la recherche qui regroupe au sommet les représentants des trente principaux syndicats de la recherche (de la C.G.T. à la C.G.C.) est totalement incapable d'élaborer une telle stratégie.

Les principaux axes de cette stratégie commune devraient être :

— la lutte contre le démantèlement et la dénationalisation de la recherche publique ;

— la défense des personnels et tout particulièrement de ceux qui sont les plus vulnérables aux conséquences de la politique capitaliste : les travailleurs sous contrat ;

— la bataille pour le contrôle par les travailleurs des moyens et des orientations de la recherche.

J.-M. Laurant
Théo Leray

géographie politique de l'Italie

— Les partis

- D.C. : la **démocratie chrétienne**, premier parti par le nombre de voix aux élections.
- P.S.U. : **parti socialiste unitaire**, scission de droite de la social-démocratie de Nenni.
- P.S.I. : **parti socialiste italien**.
- P.S.I.U.P. : **parti socialiste italien d'unité prolétarienne**, né en 1964, d'une scission de gauche du P.S.I. opposé au centre-gauche.
- P.R.I. : **parti républicain italien**, petit parti de la coalition de centre-gauche.
- P.C.I. : **parti communiste italien**.

— Les groupes révolutionnaires

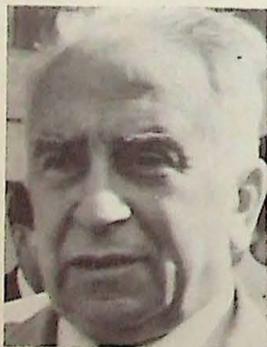
Ils sont très nombreux et le plus souvent ont une influence limitée à une ville. Dans les entreprises le groupe le plus fort apparaît être le groupe « Potere Operaio » qui n'est classable ni dans le maoïsme, ni dans le trotskysme. Les groupes d'inspiration maoïstes sont relativement faibles dans les entreprises, mais ont effectué un travail considérable dans certains secteurs de la paysannerie et dans le sous-prolétariat.

— Les syndicats

- C.G.I.L. : centrale syndicale correspondant à la C.G.T. française, mais le droit à la formation de courants y est reconnu.
- C.i.S.L. : centrale chrétienne possédant un fort courant gauche (presque majoritaire au dernier congrès).
- U.I.L. : centrale social-démocrate, doit suivre les deux autres dans l'activité revendicative.

18

Série internationale



Agip

Au bout du mai rampant

Pierre Gautier

Depuis plus de deux ans, l'Italie des luttes de masse défraie la chronique. Les grèves se succèdent, les manifestations des catégories les plus diverses se multiplient sans qu'apparemment on puisse trouver un fil conducteur dans toutes ces actions. La bourgeoisie européenne s'inquiète ; elle avait déjà un homme malade : la France ; elle est en passe d'en avoir un deuxième : l'Italie. Les commentateurs réactionnaires, comme Raymond Cartier à Radio-Luxembourg, ont vite fait de crier, à l'anarchie et de réclamer les hommes décidés, capables de faire rentrer les choses dans l'ordre.

Les enjeux

Pourtant, derrière son apparente complication, la situation italienne peut être saisie à partir de quelques lignes de force, de quelques enjeux essentiels. Il y a d'abord ce qui se passe sur le front des grèves, particulièrement dans la métallurgie. Des deux côtés, patronal et ouvrier, les positions se sont durcies en fonction même de la combativité des travailleurs. Le patronat sait que les conventions collectives pour lesquelles se battent les syndicats n'ont plus grand-chose à voir avec celles qu'ils passaient volontiers il y a quelques années. En premier lieu, les dirigeants syndicaux refusent les clauses de paix sociale, de modération dans la revendication incluses habituellement dans les accords. En second lieu, ils se font l'écho des exigences de la base sur le con-

trôle des horaires et de l'intensité de travail, sur le droit d'assemblée sur les lieux de travail. Le patronat des secteurs de pointe (Fiat, Pirelli), déjà confronté à une situation où la hiérarchie des entreprises est largement paralysée, craint que des accords concédés trop facilement, loin de calmer la

combativité ouvrière, ne fassent que l'aiguillonner. Aussi préfère-t-il lutter pied à pied pour vider les accords de tout contenu qualitativement nouveau en perdant des sommes considérables, en employant tous les moyens pour casser le front syndical, plutôt que de voir son autorité remise en



A.D.N.P.

question à l'échelle nationale. D'où les tentatives de lock-out, les appels à la police, etc.

Les syndicats, de leur côté, et plus précisément dans la métallurgie la FIOM (rattachée à la C.G.T. italienne) et la FIM (rattachée à la centrale chrétienne), sont contraints par la dureté de la bataille à une sorte de fuite en avant. Déjà, ils n'avaient pu faire face à la contestation interne aux entreprises qu'en réformant leur organisation dans un sens plus démocratique et en reprenant à leur compte des revendications de contrôle popularisées par des groupes politiques (P.S.I.U.P. à la Fiat, par exemple). En ce moment, ils doivent élargir leurs objectifs revendicatifs au-delà de la vie des entreprises en prenant en charge le problème du logement, de la spéculation foncière, des loyers exorbitants dans les taudis des grandes villes pour recueillir des soutiens massifs au-delà des limites corporatives. Ils sont ainsi entraînés vers une politique de mise en question radicale de tout le système économique-social qui va bien plus loin que celle officiellement mise en pratique par le P.C.I. Les manifestations syndicales de rue sont, à cet égard, significatives par leurs mots d'ordre (mots d'ordre de classe et non d'alternative démocratique).

Depuis la grève générale du 19 novembre, où l'on vit à Milan

Quelques données sur l'Italie

- En 1968 le niveau de vie moyen du Sud de l'Italie est inférieur de 37 % à celui du Nord.
- En 1966-68 la population du Sud diminue de 0,9 % par an.
- La population de Turin, métropole de l'automobile augmente d'environ 10 % par an.
- Le niveau total de l'emploi est en stagnation :
1959 : 20.209.000 ;
1969 : 19.000.000.
- Début de stagnation du rythme d'augmentation du niveau de vie dans la région de Turin (Piémont). De 1963 à 1967 le revenu italien est passé de l'indice 100 à l'indice 147.
Dans le Piémont il est passé à l'indice 134,5.
- 1968 :
4.150.000 personnes sont actives dans l'agriculture ;
7.800 000 personnes sont actives dans l'industrie ;
7.000.000 personnes sont actives dans le tertiaire.

le cortège syndical se heurter violemment avec la police (un policier tué), on est à un nouveau palier de la situation. Tous les milieux de droite essayent de se servir de l'incident d'abord attribué à des gauchistes pour rameuter un front réactionnaire (voir la manifestation organisée lors des funérailles du policier) sans se préoccuper outre mesure des dizaines de morts que la paysannerie et la classe ouvrière ont eu à déplorer du fait des brutalités policières depuis quelques années. Face à ce raidissement, les syndicats sont conduits eux-mêmes à faire monter les enchères. Les fédérations de la métallurgie organisent pour le 28 novembre une très grande manifestation centrale à Rome qui mettra un

peu plus en lumière la carence quasi totale du gouvernement Rumor et pourra être l'occasion de graves affrontements.

Le pouvoir en question

Dans une telle conjoncture, il est bien clair que les problèmes politiques passent directement à l'avant-scène. La formule politique actuelle, le gouvernement démocrate-chrétien homogène, peut de moins en moins faire face aux difficultés, mais en même temps le mouvement ouvrier n'arrive pas à dégager une solution de rechange à cause de ses propres contradictions. Les partis les plus à gauche (P.S.I.U.P., P.C.I.) sont paralysés

par le doute et l'incertitude. Les groupes issus du mouvement étudiant ou des secteurs ouvriers « gauchistes » sont encore plus émiettés qu'en France. Et, bien évidemment, le P.S.I. débarrassé pour le moment de son extrême droite, mais, toujours plus social-démocrate, se refuse à ouvrir une crise ministérielle à l'heure actuelle. C'est pourquoi la droite de la démocratie chrétienne croit, semble-t-il, le moment venu de tenter une opération politique de grande envergure. Elle consisterait à dissoudre la Chambre des députés, à organiser rapidement de nouvelles élections en jouant sur la peur du désordre qui commence à s'emparer d'une partie des classes moyennes. Il s'agirait en quelque sorte de rééditer les élections de juin 1968 en France et de passer ensuite à une phase de remise en ordre en utilisant au besoin la conjoncture inflationniste pour imposer un plan de redressement.

Le jeu est risqué, bien sûr : certains cercles démocrates-chrétiens et le P.S.I. préféreraient un gouvernement de coalition avec le P.C.I., comme en Finlande. Mais l'opération de redressement par les élections gagne en crédibilité dans les milieux dirigeants au fur et à mesure que les puissantes vagues des luttes ouvrières se heurtent à l'immobilisme politique du mouvement ouvrier. Il est encore trop tôt pour savoir si le gouvernement cherchera à créer, avec l'aide de sa police, des incidents dans les semaines qui viennent pour susciter la situation qui lui semblera propice, ou s'il se contentera d'attendre l'épuisement des combattants ouvriers. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'Italie entre dans une phase décisive où les forces révolutionnaires n'ont guère de temps à perdre. □

Un grand parti de masse de type nouveau

Jean-Marie Vincent



A.F.P

Sous sa forme actuelle, le P.C.I. est né en 1943. La crise du régime fasciste atteignait son paroxysme après le débarquement des Alliés. Des masses importantes d'ouvriers, de jeunes intellectuels se tournaient vers le communisme comme vers le courant politique le plus apte à indiquer l'issue populaire à la crise. En quelques mois, le parti communiste passa de quelques milliers de membres à plusieurs centaines de milliers. De petit parti clandestin il devint un grand parti disposant de forces armées importantes (les partisans) et d'une influence considérable.

C'est alors que se posa le problème de son orientation stratégi-

que. Les cadres de la clandestinité, les partisans tendaient spontanément vers une orientation anticapitaliste comme leurs camarades du mouvement d'unité prolétarienne (socialistes de gauche dirigés par Lelio Basso et Rodolfo Morandi). Mais Togliatti, revenu d'U.R.S.S. avec tout le prestige que lui conférait son rôle dans le parti depuis sa fondation, imposa ce qu'on appela par la suite le tournant de Salerne. Le parti devait devenir un grand parti national, c'est-à-dire un parti acceptant la compétition électorale et parlementaire avec les autres partis antifascistes (le parti socialiste, la dé-

géographie politique de l'Italie

géographie politique de l'Italie

mocratie chrétienne) en même temps qu'il devait collaborer avec eux au gouvernement pour reconstruire l'économie italienne et donner au pays des institutions démocratiques. Plutôt qu'un parti d'avant-garde, le parti devait devenir un parti de masse encadrant des masses encore plus larges pour faire sentir le poids de la classe ouvrière à l'échelon national.

Cette conception triompha aisément, à la fois parce qu'aucune autre conception cohérente ne lui fut opposée et parce que la présence de troupes alliées sur le sol italien rendait difficile une lutte directe pour le pouvoir. Le parti communiste italien devint effectivement un très grand parti de masse, le plus grand du monde capitaliste, demandant à ses membres essentiellement un soutien par la propagande et l'agitation à ses grands thèmes politiques, Constitution démocratique, établissement de la République, etc., et non une participation propre à l'élaboration de l'orientation générale.

Quand éclata la guerre froide et que la démocratie chrétienne chassa les communistes du pouvoir, le P.C. devint naturellement la grande force d'opposition démocratique contre toutes les tendances autoritaires, après une courte période en 1948 où comme en France il dirigea de grandes luttes pour essayer de forcer son retour au pouvoir (particulièrement après un attentat qui manqua de coûter la vie à Togliatti), mais sans jamais chercher un affrontement trop brutal.

Au cours de cette période d'opposition, les effectifs du parti se contractèrent quelque peu, dans les entreprises ses militants furent pourchassés, le mouvement paysan qu'il contrôlait largement dans le Sud se heurta à des difficultés croissantes et ne put obtenir de véritable réforme agraire. L'expansion économique, le « miracle italien » prirent le P.C.I. au dépourvu et ce n'est que très graduellement qu'il adapta ses mots d'ordre à une situation changée. Tout le génie tactique de Togliatti ne put empêcher que les socialistes de Nenni ne se détachassent peu à peu du pacte d'unité avec le parti. Les communistes italiens étaient pour longtemps sur la défensive.

Les journées de juillet 1960 contre le gouvernement Tambroni à soutien néo-fasciste montrèrent que l'expansion économique capitaliste avec toutes ses inégalités pouvait susciter de fortes contestations, particulièrement parmi les jeunes, mais la direction du parti se montra surtout préoccupée de rester dans les limites d'une action pour la mise en application réelle de la Constitution. Aussi ne put-elle empêcher l'absorption progressive du P.S.I. dans le clan

des forces gouvernementales — opération connue sous le nom de centre-gauche.

La remontée ouvrière

La reprise des luttes ouvrières sur une grande échelle à partir de 1965-1966 commença à modifier sérieusement la situation. Sans qu'il ait proposé de politique véritablement nouvelle, le P.C.I. eut de nouveau le vent en poupe. Les consultations électorales marquèrent pour lui une très nette progression alors que les social-démocrates unifiés (de Nenni à Saragat) reculaient de plus en plus. La formule même du centre-gauche — subordination du mouvement ouvrier aux desseins du grand capital — se heurtait à une opposition de plus en plus résolue des travailleurs. Dans les entreprises, la position des syndicats dut évoluer sensiblement sous cette pression vers des formes de lutte plus avancées (revendications de contrôle).

Paradoxalement, la crise de plus en plus nette du centre-gauche, la fragilité de ses assises sociales et politiques entraînèrent une crise parallèle du communisme italien. En effet, les poussées ouvrières et étudiantes se firent largement en dehors des structures du parti ; en fait, elles tenaient peu compte de ses thèses sur la voie italienne au socialisme (par un accroissement de la participation démocratique des masses aux institutions existantes). Dans les grandes usines du Nord, les cellules communistes perdaient souvent du terrain. (A la Fiat, par exemple, seules les Jeunesses communistes sont restées actives.)

Les oppositions au sein du PCI

Les effectifs globaux des adhérents continuèrent à décliner insensiblement sans que les efforts des responsables de l'organisation pussent y changer quelque chose. Aussi, pour ne pas perdre le contact, pour ne pas affaiblir son influence, la direction du parti dut-elle se résoudre à chercher le dialogue avec des courants qui se situaient sur sa gauche (surtout à partir de mai 1968). Le résultat le plus clair de cette ouverture fut de donner une nouvelle impulsion aux courants centrifuges à l'intérieur du parti qui s'étaient dessinés à partir de 1956 (crise de la « déstalinisation ») et de 1963 (conflit sino-soviétique). Les uns voudraient aller plus loin dans la voie de l'intégration à la vie politique nationale, les autres, au contraire, voudraient rechercher une nouvelle voie révolutionnaire.



A.F.P.

Aujourd'hui les tensions internes sont presque arrivées au point de rupture à cause de l'accentuation de la crise du centre-gauche. Depuis le mois d'août Giorgio Amendola, un des dirigeants les plus prestigieux de la génération de la Résistance, presse le parti de préparer son entrée au gouvernement (dans un gouvernement de coalition, avec une fraction de la démocratie chrétienne et avec le P.S.I.). A juste titre, il fait valoir le fait que le P.C.I. ne peut se passer de perspective gouvernementale dans une période où la crise du régime est aussi profonde. Mais ses adversaires ont beau jeu de lui rétorquer que les conditions mêmes qui présideraient à une telle entrée au gouvernement feraient du P.C.I. un instrument de stabilisation du capitalisme italien. Le groupe créé autour de la revue « Il Manifesto » se distingue en particulier par la netteté de ses attaques contre cette perspective pourtant conforme à la tradition du parti depuis 1943. Il oppose à « l'alternative démocratique » chère à Amendola une politique d'unité des forces anticapitalistes sur un programme

socialiste qui rencontre un écho croissant au sein du P.C.I.

Face à cette situation d'affrontement, la direction du parti (Luigi Longo, Enrico Berlinguer) hésite. L'augmentation de l'influence des hérétiques du « Manifesto » l'inquiète beaucoup car elle favorise les discussions et les remises en question du passé, ce qui peut susciter l'apparition de nouvelles forces centrifuges. (On parle maintenant de la formation d'un groupe vieux stalinien.) Mais il est, par ailleurs, clair que des sanctions brutales pourraient créer de très grands remous dans les secteurs qui gravitent autour du parti et même pourraient conduire à une scission. On peut penser que la direction essaiera de trouver un compromis pour éviter les cassures brutales, mais il n'est pas certain qu'elle y réussisse. La crise du « grand parti de masse de type nouveau » entretenant en réalité des relations paternalistes avec les masses est en tout cas trop profonde pour que les choses puissent rentrer complètement dans l'ordre. □

ME

militante

Michel Rocard en Seine-Saint-Denis

Le département de la Seine-Saint-Denis peut s'enorgueillir de certains records : deuxième département industriel du pays et l'un des plus peuplés, il est aussi l'un de ceux où l'infrastructure scolaire et universitaire est, de loin, la plus inadaptée aux besoins. Mais, surtout, c'est le premier département communiste de France, celui que, de l'aveu même de leurs dirigeants, le Parti communiste veut transformer en « banc d'essai de la démocratie avancée ».

C'est pourquoi, dans la mesure où la lutte politique qui découle des résolutions de notre dernier Conseil national a un sens, l'implantation du P.S.U. dans ce département doit être considérée comme prioritaire. Or, nous y sommes faibles, nombre de nos sections dépassent à peine la dizaine de militants actifs, la pratique militante du Parti dans le département reste encore considérablement

marquée par une tradition ancienne et ne s'intègre pas suffisamment dans les luttes qui se mènent.

Pour remédier à ces insuffisances, les sections du secteur sud du département ont lancé une campagne de recrutement. Dans le cadre d'un plan d'ensemble, elles organisent, le vendredi 28 novembre, une série de prises de parole de Michel Rocard aux postes d'entreprises ou dans des lieux de concentration populaire. (On trouvera le programme détaillé ci-contre.) Il est en effet apparu à notre fédération, qui a pris en main l'organisation de cette journée, que c'était dans un contact direct et dans un dialogue constructif entre les travailleurs et les dirigeants de notre Parti que résidaient les meilleures chances de compréhension de nos analyses et de nos mots d'ordre. Une expérience dont il faudra ensuite tirer les leçons pour tout le Parti.

P.G.

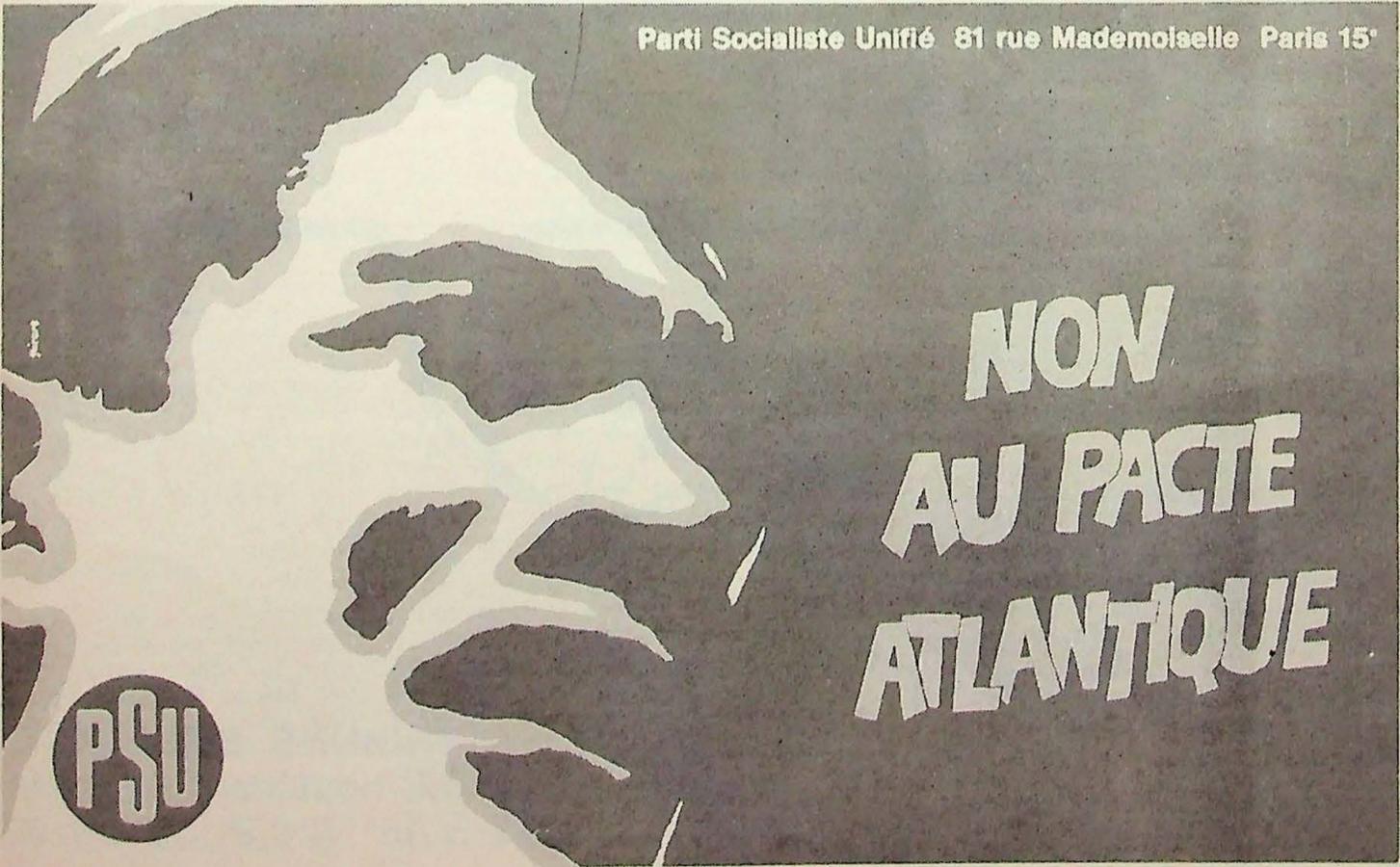
Le 28 Novembre

- 16 h 30 : Devant l'usine Rousset-Uclaf, route de Noisy à Romainville.
- 18 h 15 : Métro Mairie des Lilas, rue de Paris aux Lilas.
- 19 h 30 : Devant le dépôt R.A.T.P. - Floréal, rue Floréal aux Lilas.
- 21 h : Salle Franklin, 60, rue Franklin à Montreuil.

Agressions U. S.

Par la lutte dans les entreprises, universités, bureaux, quartiers, imposons le retrait du Pacte Atlantique.

Parti Socialiste Unifié 81 rue Mademoiselle Paris 15^e



**NON
AU PACTE
ATLANTIQUE**

PSU

Sous ce titre, la fédération de Paris vient d'éditer une affiche qui est à la disposition des différentes sections du parti. Elle peut être d'une grande utilité pour le lancement local de la campagne que le parti a décidé de mener sur le Pacte Atlantique et l'impérialisme américain.

Les commandes sont à passer à : Fédération de Paris du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e. Règlements à la commande : prix unitaire, 0,35 F. C.C.P. Jacques Kergoat 30.810.46 La Source.

Les Beaux-Arts contre Chalandon



Depuis plusieurs années des élèves de l'E.N.S.B.A. (1) ont dénoncé le caractère féodal de leur enseignement (soumis aux patrons et à la profession, inexistence d'un savoir objectif, coupure volontaire de la réalité de la production du cadre bâti, sélection de classe sur des intérêts subjectifs tels que les notions de Beau, de l'Art du Don...).

Des expériences pour « moderniser » leur enseignement ont montré que sans les moyens en hommes et en matériel, sans les bases scientifiques, sans sortir de la tutelle professionnelle, cela restait une farce.

Après mai 68, à la revendication avancée par la grande masse des étudiants, réunis en A.G., d'un cadre unique intégré à l'Université, condition nécessaire pour un réel enseignement de l'architecture, Malraux a répondu en décembre 68 par la création d'unités pédagogiques, embryons d'écoles concurrentielles.

Devant les conditions de sous-enseignement et de pénurie de moyens de la rentrée 69 ; devant la réinstauration de la sélection par le double biais de la durée des études (8 ans) et de la limitation des places dans les enseignements existants de III^e cycle, les étudiants et les enseignants, l'unité pédagogique n° 6 (1.300 étudiants sur 3.000 à Paris) ont décidé de se mettre en grève le 17 novembre.

Ils dénoncent la politique gouvernementale de sélection et de rentabilisation de l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme. Ils considèrent qu'il y a un lien direct entre la sélection et la crise du logement, comme il y a un lien direct entre la sélection

en médecine et l'état sanitaire du pays.

Chacun connaît la gravité de la crise du logement en France, les problèmes insolubles d'évolution de l'habitat et des structures urbaines que pose le mouvement d'urbanisation accéléré que vit notre pays. Or il y a en France 8.000 architectes contre 23.000 en Italie ou en Grande-Bretagne.

Les architectes français se cramponnent à une politique malthusienne de sélection dans le but de défendre une profession libérale qui tient plus du mythe que de la réalité. En fait 28 % seulement des architectes D.P.L.G. (diplômés par le gouvernement) travaillent à leur compte, les 72 % restants sont salariés (40 % chez des confrères et 27 % dans les administrations).

Lorsque l'on sait que 20 % des agences traitent des affaires importantes, il est évident qu'une féodalité de 250 grands patrons cherche à maintenir son emprise sur la production de l'architecture et de l'urbanisme en liaison étroite avec un appareil archaïque de production du logement.

La politique gouvernementale vis-à-vis de la formation des architectes est en fait dictée par ces intérêts privés.

Ce qui est en cause dans la lettre des étudiants architectes grévistes ce n'est pas la survie d'une corporation mais l'état du logement en France.

C'est pourquoi, ils se sont engagés à faire éclater publiquement le scandale des conditions d'habitat en France.

Au bout de 10 jours de grève, ce mouvement s'étend à d'autres unités pédagogiques de Paris et de province (Toulouse, Nantes, Grenoble...).

Crise du logement

POURQUOI les jeunes ménages et les catégories de modestes revenus ne trouvent-ils pas à se loger ?

POURQUOI faut-il attendre plusieurs années sur les listes d'attente pour obtenir un logement en H.L.M. ?

POURQUOI la part du budget consacrée au logement est-elle de trois à cinq fois plus forte pour les familles aux faibles revenus que pour les familles aisées ?

POURQUOI les deux tiers des logements n'ont-ils ni douche ni baignoire ?

POURQUOI 15 millions d'habitants vivent-ils dans des logements surpeuplés ?

POURQUOI les habitants des zones rénovées ne sont-ils pas relogés sur place, mais déportés en périphérie ?

POURQUOI 70 % des travailleurs dans le bâtiment sont-ils des immigrés logés dans les bidonvilles ?

POURQUOI réduire la construction de 80 à 100.000 logements pour 1970 ?

POURQUOI le gouvernement abandonne-t-il au secteur privé le financement des H.L.M., des équipements et des autoroutes ?

LIBRAIRIE - TRIBUNE SOCIALISTE -

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE 15,00
- NOTES SUR LA VIE CULTURELLE EN R.D.V., P. Weiss 15,00
- SOCIALISME OU SOCIAL-DEMOCRATIE, J. Mandrin 15,00

EDITIONS OUVRIERES

- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, J. Bron 18,00

E.D.I.

- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION ; I. - Guerres d'Asie, P. Naville .. 18,50

EDITIONS - PRESENCE AFRICAINE -

- PANAFRICANISME OU COMMUNISME, G. Padmore 22,00
- CHRONIQUE DE LA DECOLONISATION, J. Rous 27,00



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

(1) Ecole nationale supérieure des Beaux Arts.

Travailler fatigue

Michèle Descolonges

A l'âge de 42 ans, Cesare Pavèse se suicidait. Il était devenu un des écrivains italiens les plus connus. Aussi bien un nouvel échec amoureux que sa rupture avec le parti communiste italien ne suffisent pas à expliquer cet acte qui n'est que l'aboutissement d'une fêlure toujours plus profonde : l'incapacité en tant qu'homme et écrivain de s'engager.

Les thèmes nouveaux ou retrouvés qui se développent tout au long de son œuvre n'ont pas de successeurs en littérature. Il a par contre profondément influencé des cinéastes tels qu'Antonioni et Bertolucci.

Intellectuel issu de la petite bourgeoisie il refusait toute démarche volontariste qui aurait fait de lui un écrivain « populaire ». Pavèse s'est suicidé en 1950, époque où le stalinisme triomphait, et ce ne sont pas les conceptions mécaniques de ce temps — art prolétarien et art bourgeois — qui pouvaient répondre à son inquiétude.

Au vu des films d'Antonioni on a parlé à tort et à travers de l'« incommunicabilité », celle-ci devenant selon les interlocuteurs le signe d'un monde sans âme ou passe-temps de petits-bourgeois.

Mais ni Pavèse ni Antonioni ne répondent aussi grossièrement à ces schémas. Entendons-nous : ni l'un, ni l'autre (et d'autres réalisateurs aussi) n'a décidé un beau jour de parler de la solitude ou de la lâcheté humaines ; ils ne dénoncent, ne condamnent pas, ils ne justifient pas non plus ni le monde ni les individus qu'ils décrivent, ne cherchent pas abstraitement un monde meilleur.

Et si le lecteur et le spectateur s'y projettent si parfaitement, si une génération a pu et peut encore s'y retrouver, c'est qu'ils ont exprimé les phénomènes d'un certain mal de vivre. Que ce soit révolutionnaire ou pas est un autre problème sur lequel je reviendrai.

Sur les collines

L'âge adulte se caractérise entre autres par l'acquisition d'un métier stable qui situe l'individu dans la société. Pavèse écrivait dans son journal : « à trente ans je n'ai pas encore de métier. »

L'âge adulte se traduit aussi par la création d'une famille, bref la prise de responsabilités,

l'engagement dans les structures de la société.

Ce n'est pas refus de la société mais seulement malaise : Pavèse ne s'y insère pas. Les personnages pavésiens passent leurs nuits à se promener dans les collines, à marcher dans les rues, à gratter la guitare, à boire du vin jusqu'à ce que brume s'ensuive.

Peu à peu le thème des amis prend de l'importance. Cependant la société des amis n'est pas une opposition, un noyau de révolte, mais seulement une fuite, le prétexte inavoué de ne rien faire. En 46, dans « Le Métier de vivre », le journal qu'il a tenu pendant quinze ans, Pavèse écrivait : « Au temps où je croyais aux amis, je ne travaillais pas. »

Pas d'accent déchirant mais de sécheresse non plus pour constater la solitude, car elle ne fait que résulter de la lâcheté, de l'habitude, de la recherche du plaisir immédiat. Lorsque survient une difficulté, les amis, le personnage principal s'évaporent.

L'aventure

« Le propre de l'aventure, c'est de conserver une restriction mentale de défense. » Pavèse est lucide. Cela ne l'empêche pas de préférer à toute liaison qui pourrait s'accomplir, celle qui liera même pour un temps assez long mais qui cessera obligatoirement, et douloureusement, par une rupture. Les personnages pavésiens sont amoureux de la femme des autres, ou du mari des autres, fréquentent des prostituées. Tout est possible quand on refuse des conséquences qui commenceront demain. L'aventure, et pas seulement l'aventure amoureuse, est un début sans combat, une histoire avortée.

La ville, ses lignes sèches, son aspect fonctionnel, la ville industrielle surtout ne permettent pas le refuge du rêve. A la fin du film d'Antonioni, « L'Aventure », les amants se retrouvent, sans illusion, face à un mur d'immeuble. Ils repartiront peut-être sur de nouvelles bases : l'homme confondu, la femme devenue mère. En Italie, pays latin, la femme a pour rôle définitif d'être la mère. Constat encore, sans violence, mais aussi bien Pavèse qu'Antonioni ne semblent pas s'en satisfaire. Entre le matriarcat et l'aventure y a-t-il quelque chose de possible ?

Un système clos

A l'énoncé de cette misère de vivre on peut comprendre les tentatives de récupération ou de rejet venant de tous les bords.

Trop facile de parler de petits-bourgeois oisifs et trop facile aussi de voir la cause de tous les maux dans le capitalisme. Pavèse s'est patiemment refusé à toutes les solutions qui n'auraient pas été jugées, expérimentées par la pratique. Ecrire est devenu son dernier refuge, la dernière possibilité de vivre. Aussi, arrivé à une maturité d'écrivain, ayant obtenu par là tout ce qu'il désirait, il ne lui restait rien. La dernière phrase de son journal « je n'écrirai plus », explique parfaitement que la création artistique n'est pas en rupture avec la vie, elle en est la retranscription. A partir du moment où Pavèse avait parfaitement retranscrit la solitude, l'incapacité à s'engager, il n'avait plus qu'à se taire.

C'est depuis peu d'années que l'on connaît Pavèse en France. On en avait entendu parler grâce aux films d'Antonioni, mais celui-ci recèle des ambiguïtés, sur lesquelles on risque de s'arrêter.

Sans être un militant, Pavèse a adhéré au P.C.I. et en avait démissionné peu avant son suicide. Il n'avait jamais eu les résistances habituelles des écrivains : « Les intellectuels qui ne sont pas d'accord avec le P.C. sur la question de la liberté, devraient se demander ce qu'ils feraient de cette liberté dont ils sont si soucieux. Et alors ils verraient — après avoir écarté les paresseuses, les intérêts inavoués de chacun (vie commode, méditation indéterminée, sadismes élégants) — qu'il n'existe pas de cas où ils donnent une réponse différente de la réponse collective du P.C. » (« Le métier de vivre », 10 avril 46.)

Mais sans l'exprimer d'une manière claire, à travers les notes de son journal, il avait senti que le marxisme, tel qu'il était alors pratiqué, ressemblait à un système clos. Il n'est pas évident que le marxisme ait raison, une fois pour toutes. La vérité ne se conquiert qu'au prix de luttes. Pavèse n'était pas un bagarreur. Il n'en reste pas moins qu'il a appuyé sur l'une de nos plaies les plus secrètes. □



Monica Vitti dans L'Avventura

D.R.

● A la commission culturelle

Depuis le stage de juillet dernier, la commission culturelle du P.S.U. a consacré deux journées d'études à la réflexion sur ce que peut être une action culturelle étroitement mêlée à l'action politique, et sur les moyens qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour la mener.

En effet, non seulement il est certain que la culture n'est pas un domaine protégé : dans la vie culturelle se déroulent des affrontements politiques et idéologiques fort violents, devant lesquels les forces socialistes sont trop souvent désarmées, mais surtout il ne semble pas que la réflexion puisse utilement se poursuivre, si on ne la lie pas à l'expérience.

Déjà dans beaucoup de régions, des initiatives très intéressantes ont été prises. Il s'agit aujourd'hui de les regrouper, et d'essayer de les repenser en commun, chaque expérience faite ayant beaucoup à transmettre aux nouvelles, afin que ni temps ni effort ne soient usés en vain.

Actuellement est à l'étude la formation d'un atelier-pilote, qui s'assurerait les moyens de dramatiser vite tout problème qu'il paraîtrait important de rendre

accessible par le moyen du jeu, soit au plus grand nombre, soit à ceux qui sont le plus particulièrement concernés. Le jeu théâtral, s'il est proposé par une équipe suffisamment entraînée, peut en effet développer un argument politique, comme font le tract ou l'affiche, en joignant son action à la leur.

Ce n'est qu'une tentative, et qui n'aura de sens que par sa multiplication. Le groupe pilote compte appuyer son travail sur un atelier de marionnettes qui s'inspirerait de celui que Peter Schumann, le directeur du « Bread and Puppet », a ouvert à Harlem. Aux autres groupes, qui naîtront dans les sections et les fédérations, de trouver leur originalité, avec, s'ils le souhaitent, l'aide technique des peintres, des cinéastes et des gens de théâtre qui participent aux travaux de la commission culturelle. Une nouvelle réunion est prévue, à Paris, le samedi 6 novembre.

Tous ceux que cet ensemble de projets intéresse sont invités à faire connaître leurs expériences présentes et passées, et les réflexions et propositions qui pourraient en permettre d'autres.

D. N.

Les fables de M. Marcellin

françois maspero éditeur

1 place paul-painlevé paris 5
méd 41-16

Paris, le 18 novembre 1969

Les propos de Monsieur Marcellin reproduits dans la presse coincident, comme par hasard, avec une nouvelle comparution devant le tribunal correctionnel.

Monsieur Marcellin consacre la plus grande partie de son communiqué à l'édition cubaine de la revue *Tricontinental*. Aucun des textes qu'il cite n'a été publié par moi dans l'édition française.

Monsieur Marcellin cite des extraits de la revue cubaine à l'aide desquels il entend justifier sa mesure d'interdiction. Monsieur Marcellin se garde bien de préciser qu'une instruction ayant été ouverte en 1968 pour incitation à meurtre, pillage et incendie volontaire en s'appuyant justement sur certains des extraits qu'il cite, cette instruction a été close en 1969 par un non-lieu. Il est donc faux de dire, comme il le fait, que la revue est poursuivie. Elle ne fait actuellement l'objet d'aucune poursuite. L'interdiction, unilatéralement décidée par lui, n'en est pas une, et il est étonnant de voir un ministre mépriser à ce point les décisions juridictionnelles qui lui donnent tort.

Monsieur Marcellin dit : « Après cet arrêté d'interdiction du 23 novembre 1968, afin d'échapper aux conséquences de cette décision, M. Maspero a publié une édition française destinée à remplacer la publication étrangère interdite. »

C'est là un mensonge grossier. L'édition française en question existait depuis jan-

vier 1968, donc un an avant l'arrêté d'interdiction, et elle était dûment agréée, en avril 1968, par la Commission Paritaire de la Presse.

Monsieur Marcellin cite « cette légende parue dans le numéro 3 de l'édition française : « Des fusils pour abattre des flics. » En premier lieu, il ne s'agit pas d'une légende, mais d'un corps de phrase isolé de son contexte, ce contexte est la reproduction d'un tract de l'organisation des « Panthères Noires » (Noirs américains) où celle-ci répond aux moyens mis en œuvre par la police des Etats-Unis ; parmi ces moyens, il y a notamment : les « dards tranquilisants, ordinairement employés contre les bêtes sauvages » et « l'arme Stoner, qui lance une balle qui peut traverser 2 mètres et demi d'acier plus dix hommes. Elle a une action destructrice qui déchire totalement les intestins et tue instantanément. Un reportage de télévision informait que la police de Detroit avait acquis cent de ces armes et Newark et Philadelphie étaient également en train d'en acheter » (*Tricontinental*) numéro 3-1968, page 45). Cette citation ne constitue donc en aucun cas des « appels au meurtre et à la subversion » qui puissent troubler l'ordre public en France.

Monsieur Marcellin dit que « l'affaire relève actuellement des tribunaux ». Ce serait mon vœu le plus cher, mais ce n'est pas le cas. Ce qui actuellement relève des tribunaux c'est — ô ironie — seulement l'infraction à l'arrêté d'interdiction pris

François Maspéro nous a fait parvenir le texte d'une lettre ouverte au Ministre de l'Intérieur, répondant ainsi au discours prononcé par celui-ci à l'Assemblée Nationale. « Tribune Socialiste » est heureux, à cette occasion, d'ouvrir ses colonnes à notre confrère.

par Monsieur Marcellin lui-même, le tribunal correctionnel ayant jusqu'ici prétendu qu'il n'était pas qualifié pour juger du fond, c'est-à-dire du bien-fondé de l'interdiction.

En ce qui me concerne, je serais heureux que les tribunaux soient vraiment saisis d'une plainte pour « appel au meurtre » (pour reprendre les termes de Monsieur Marcellin), ou pour atteinte à l'ordre public. Malheureusement pour Monsieur Marcellin, je l'ai dit, la seule tentative dans ce sens s'est soldée par un non-lieu. Autrement, l'interdiction de Monsieur Marcellin reste ce qu'elle est : un geste de censure arbitraire, qui s'autorise de l'article 14 de la loi sur la Presse de 1881, article qui est en fait un décret loi d'exception datant de 1939 et qui, comme tel, n'a jamais été employé jusqu'à ce jour contre une revue ayant été homologuée par la commission paritaire de la presse.

Ce geste de censure n'a d'importance que dans la mesure où il instaure une pratique nouvelle, laissant un champ énorme d'écrits « étrangers » soumis au bon vouloir d'un seul ministre.

En ce qui concerne les propos eux-mêmes de Monsieur Marcellin, plus dignes d'un colonel grec, qui marquent manifestement une volonté d'influencer les juges, j'ai chargé mon avocat, Maître Pinet, d'introduire une plainte en diffamation.

François Maspéro



L'emblème de la Junte.

Musique du monde industriel

Bernard Sizaïre

Un coffret noir, plein de feu et de bruit, s'impose avec éclat parmi les disques de fin d'année : Dix œuvres de Xenakis (1), concrètes, électroniques ou instrumentales, faites de stridences, de hurlements et de cris arrachés aux instruments martyrisés. C'est l'affirmation puissante ou lancinante d'un univers en métamorphose accélérée qui veut exprimer à sa manière la multiplication des conflits contemporains.

On comprendrait mal la démarche de Xenakis si on ne la rattachait pas à celle de Varèse qui écrivait il y a un demi-siècle : « La richesse des sons industriels, les bruits de nos rues, de nos ports... ont certainement changé et développé nos perceptions auditives. » Aucun d'eux n'a prétendu faire exploser le monde musical traditionnel pour lui substituer le chaos sonore. Ils ont tenté, au contraire, de capter, d'organiser ou de reproduire les aspects les plus significatifs des bruits contemporains pour les transformer en sons. Possédant chacun une bonne culture scientifique, ils ne dissocièrent pas la création artistique de l'évolution technologique.

Si la démarche de Xenakis a suscité beaucoup de moqueries et d'oppositions de la part des milieux musicaux traditionnels, ses œuvres se sont généralement imposées avec force auprès d'un public jeune qui en a senti très vite l'extraordinaire pouvoir expressif. Il est évident que pour la majorité de ces auditeurs les don-

nées théoriques du compositeur demeurent obscures et que c'est le fait sonore brut qui les impressionne d'abord quand bien même ils s'interrogent ensuite sur le postulat scientifique.

Cette correspondance immédiate à la sensibilité d'un jeune public, dépourvu parfois de toute culture musicale, provient de ce que Xenakis n'est pas seulement un technicien et un créateur spectaculaire, mais avant tout un homme viscéralement enraciné dans ce que le réel a de plus élémentaire. Rappelons que le musicien est aussi un bâtisseur et qu'il fut un militant politique condamné à mort en Grèce.

Loin de dessécher le matériel sonore, l'abstraction mathématique a su lui conserver sa puissance instinctive. La musique de Xenakis aussi savante qu'elle se veuille, est liée (2) aux forces vitales de l'homme. Ce qui lui donne son caractère explosif c'est la confrontation vigoureuse d'un univers quasi primitif avec les exigences du monde industriel.

(1) Erato 5 X 30 cm en souscription jusqu'au 31-1-70.

(2) En dehors du coffret dont l'acquisition représente un réel effort financier, il est possible de se procurer des disques séparés d'œuvres de Xenakis.

— Orient-Occident, un des chefs d'œuvre de la musique électro-acoustique (Philips, 1 X 30 cm).

— Atrees, Nomos Alpha, etc. : Xenakis et la musique de chambre (Voix de Son Maître, 1 X 30 cm).

COMMUNIQUE

plus souvent,
plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut "sortir" des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

tribune
socialiste

LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL, etc.

SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité, avec talonnière

CHAUSSURES A CROCHETS

EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

Location - Vente - Service Réparations

SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES

Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9^e)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 8/9

Histoire du P.S.U.

Prix : F 2,00

En vente à Tribune Socialiste

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 4

Rosa Luxembourg, Œuvres. Tome 1	6,15
" " " Tome 2	6,15
" " " Tome 3	6,15
" " " Tome 4	6,15
Premiers pas dans l'Economie, Albertini	24,00
Dans 30 ans, la Chine, R. Guillain	7,50
Critique de la Société, T.-B. Bottomore	20,60
Précis Historique et Théorique de Marxisme-Léninisme, J. Roux	10,70
Pouvoirs Politiques et Classes Sociales, N. Poulantzas	24,65
Prix réel	112,05

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

PAIEMENT A LA COMMANDE

tribune
socialiste

« P.S.U. DOCUMENTATION » reparait

avec un numéro double (8 et 9) consacré
à « l'histoire du Parti »

Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.

A paraître

- Les classes sociales.
- Histoire du trotskysme.
- Les problèmes de l'emploi.
- Capitalisme et urbanisme.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

La chasse aux sorcières

Robert Chapuis

Septembre 1969 : triste rentrée. On se passe des livres blancs, des livres noirs. On promet d'agir lorsque le budget de l'Education nationale viendra en discussion devant l'Assemblée. Aujourd'hui, le budget est voté. Gageons que l'on va bientôt entendre réclamer un collectif budgétaire... Mais il est d'autres problèmes.

Octobre 1969 : les lycéens sont rentrés. Ils paraissent tranquilles, les vacances ont-elles été bonnes conseillères ? A la fin de l'année, on a réussi à éliminer un certain nombre de meneurs et de militants. Les autres, on va tenter de les isoler. Pour cela, il faut que tous les enseignants se mettent au pas, au même pas. S'il en est qui refusent de jouer le jeu du front uni, on leur fera sentir qu'ils ne sont pas à leur place au lycée. Qu'ils aillent faire la révolution ailleurs, n'importe où, mais pas dans l'Université. A la suite d'une pétition de parents réactionnaires, Henri Senik, professeur de philosophie au lycée Bergson, est suspendu avec traitement. Son crime : avoir clairement exprimé des idées politiques durant ses cours. Abominable propagande : les professeurs ne sont pas là pour penser mais pour diffuser la pensée qu'expriment les programmes. Sinon, à quoi servirait l'enseignement public ? à quoi servirait le contrôle de la bourgeoisie sur le système de formation ?

Au bon temps des dreyfusards

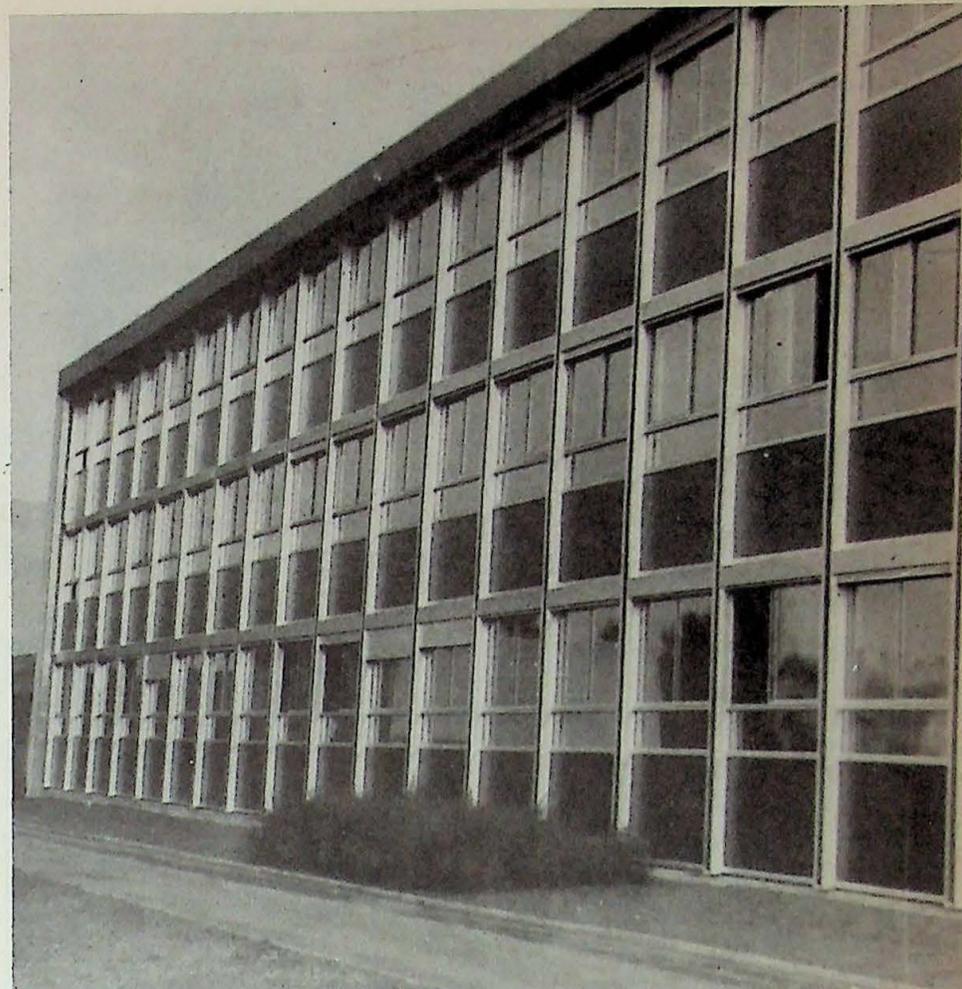
Les collègues, inquiets ou ofusqués, se tiennent cois. Il faudra plusieurs semaines pour que le S.N.E.S. accepte de s'engager plus sérieusement. Bien des ensei-

gnants partagent en effet le désir du pouvoir : il faut exploiter le mouvement de Mai pour restaurer l'autorité des enseignants, mais il faut l'annuler s'il les met en cause. Haro sur les « gauchistes » ! C'est l'enseignement qui fera la révolution ; travaillons sagement et attendons que Minerve sorte toute armée de notre cerveau, habillée de rouge, ou de tricolore. Ne laissons pas les lycéens et les enseignants égarés faire croire que seuls des changements révolutionnaires peuvent faire une nouvelle Université.

Et les pétitions circulent, du Nord au Midi. On se croirait revenu au temps des dreyfusards ! Ici c'est la drogue (l'affaire Verdeil), là, la débauche (l'affaire Russier) : sans doute la vérité éclate-t-elle un jour, mais la boue s'est répandue : il suffit de la jeter pour qu'on puisse réclamer le lavage, l'épuration.

Suspendu avec traitement

Dans l'Académie d'Amiens, les affaires sont rondement menées. Fin octobre, un texte a été signé par 24 enseignants, de tous les degrés. Pierre Khan, professeur de philosophie au lycée de Péronne, déjà contesté par ses collègues depuis le début de l'année, a signé ce texte et le fait connaître à ses élèves. Localement, le S.N.E.S. soutient, mais la majorité des enseignants demande son expulsion. Le rectorat leur donne satisfaction : il est, lui aussi, « suspendu avec traitement »... Sur un plan académique et national, le S.N.E.S. se contente de demander le respect des garanties statutaires et de la laïcité dans les cours. Il est vrai que Pierre Khan fut secrétaire



A.D.N.P.

général de l'U.E.C. en 1964 et qu'il a été expulsé du P.C. il y a deux ans.

A Beauvais, notre camarade Françoise Rosenzweig, l'une des 24, est convoquée précipitamment chez le proviseur. Le recteur, sur mandat du ministre, lui demande de signer une des deux formules préparées d'avance : Je reconnais avoir signé ce tract ; j'affirme que mon nom a été utilisé... Elle refuse de signer car elle s'estime libre d'exprimer ses opinions, comme n'importe quel citoyen. D'autres signataires ont reçu la même demande. Même refus bien entendu. L'affaire en est là, pour l'instant...

La tiédeur n'est plus de mise

Ces faits sont graves. On peut discuter certains aspects du texte ; son intention est claire et nous sommes nombreux à la partager : les enseignants proclament bien souvent leur attachement à la liberté, à la vérité, au progrès. Tant que subsistait l'illusion de la neutralité, leur proclamation avait toutes les vertus. Du jour où l'Université s'est révélée pour ce qu'elle était, du jour où il est apparu clairement que l'on pouvait tout réformer à condition de ne mettre en cause, ni la sélection, ni la discipline, ni la hiérarchie, ni le contenu de classe des programmes, ni le système des examens, ni le respect des tabous (la politique et la sexualité), de ce jour, leur proclamation est devenue abstraite. Les lycéens, eux, en grand nombre, se sont contentés d'exprimer la réalité qu'ils vivaient : les choses telles qu'elles sont, les hommes tels qu'ils sont... Immédiatement, ce fut une dénonciation ; leur langage était un « anti-langage » ; les ta-

bous devinrent leurs normes ; ils ont pris le libéralisme à contre-pied. Du coup, les enseignants doivent choisir : ou bien le système, ou bien les lycéens. Et qui est pour l'un est contre les autres. Il est difficile d'être tiède.

Nous oublierons nos maîtres

Telle était l'intention des auteurs du texte. On les a compris. Si les enseignants se refusent à jouer le jeu du pouvoir, à quel saint se vouer ? Qu'ils soient laïques et se contentent de n'exprimer d'autres opinions que celles de l'Etat !

C'est ainsi que l'on comprend la laïcité en Grèce et en Tchécoslovaquie. C'est le même type de formulaires et de questionnaires que l'on y a vu fleurir. Il est normal que ceux qui voient l'avenir de la France dans l'image de la Grèce et ceux qui la voient dans celle de la Tchécoslovaquie se liguent aujourd'hui pour faire taire ceux qui refusent d'être mangés à la sauce atlantique ou soviétique. Mais ils ne se taisent pas, car d'autres voix prendront le relais. Face à la répression, c'est une nouvelle résistance qui se lèvera, comme jadis face à Pétain. Contre la répression, c'est l'action de tous les socialistes qui se soudera plus fortement pour lier le combat des uns à celui des autres.

Nous sommes aux côtés de nos vingt-quatre camarades car nous avons le même adversaire. Puisque M. Pompidou aime les citations de Paul Eluard, qu'il médite ces vers :

**L'automne nous importe peu
Nos maîtres ont tapé du pied
Nous avons oublié l'automne
Et nous oublierons nos maîtres.**